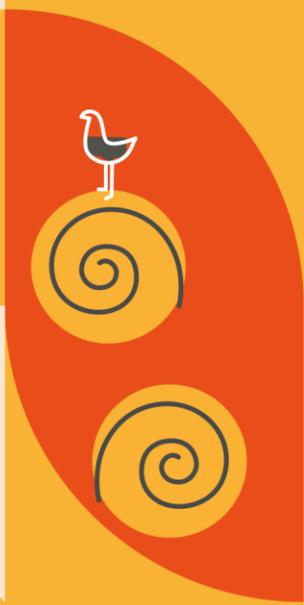


Analyses & perspectives
agricoles
vendéennes

2 0 2 1

Présentation des résultats de l'année 2020

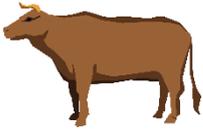




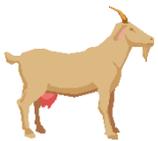
Production laitière : 2020 restera une année particulière et l'embellie initiée en début d'année s'est vite estompée face à la crise sanitaire. Malgré le contexte, la filière s'est organisée pour valoriser au mieux le lait et pour maintenir un prix correct sur le 2^{ème} semestre. Au final, les résultats sur 1 an restent proches de 2019. Point de vigilance pour 2021 avec la hausse des charges alimentaires.



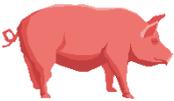
Production bovins allaitant : La crise sanitaire a mis en exergue les volontés des consommateurs, ce qui s'est traduit par une meilleure valorisation des vaches. Mais, les aléas climatiques et la baisse des prix des mâles ont pénalisé le résultat, et ce malgré les évolutions de pratiques des éleveurs. Ces derniers vont devoir se positionner sur le sujet environnemental : opportunité ou contrainte ? Le déficit de rentabilité des capitaux freine la transmission. Sans modifications majeures des résultats, est-ce que la production de bovins allaitant sera toujours prédominante en Vendée dans 10 ans ?



Production caprine : En 2020, la demande a augmenté et le prix est à la hausse. Grâce à un coût de production aussi maîtrisé qu'en 2019, le revenu des éleveurs s'améliore. Les structures continuent leur développement, l'augmentation de volume étant principalement compensée par le recrutement de salariés. Vigilance également sur l'inflation des prix des matières premières sur le dernier trimestre.



Production porcine : La filière porc était optimiste pour 2020 mais le marché a été fortement perturbé par le COVID et l'épisode de Fièvre Porcine Africaine (FPA) en Allemagne. Les cours ont baissé fortement en 2020 mais les marges restent globalement correctes avec un prix d'aliment stable. L'inquiétude pour 2021 est liée à l'envolée des cours des matières premières.



Aviculture : L'année 2020 a été fortement perturbée par le COVID pour les volailles festives et par la grippe aviaire suite à l'abattage massif de volailles dans le Sud de la France. Dans ce contexte, le revenu des éleveurs s'est maintenu en volailles standards mais il a été très impacté en production de canard.



Cuniculture : La filière Lapins a assez bien résisté au confinement avec un maintien des cours et une augmentation des stocks seulement en fin d'année 2020. L'Equilibre offre demande permet une meilleure valorisation et les marges se maintiennent globalement à un niveau correct.



Céréales : La conjoncture de l'année 2020 a permis de compenser des rendements parfois très décevants en blé. La faible production généralisée a poussé la hausse des prix, en allégeant fortement les stocks de report nationaux et mondiaux. Les quantités manquantes n'ont pas été compensées, et le secteur céréalier reste sous tension pour cette nouvelle campagne.



Bio : La filière bio est restée dynamique en 2020. Elle poursuit son développement, mais cherche aussi à mieux se structurer. La surface conduite en agriculture biologique atteint 11,5% de la SAU régionale. La consommation des produits bio a été globalement soutenue en 2020, accentuée par le confinement. Le marché bio a été relativement épargné.



RÉFÉRENCES ÉCONOMIQUES VENDÉENNES

03 CONTEXTE DE
L'ANNÉE

04 LA FERME
VENDÉENNE

07 PRODUCTION
LAITIÈRE

11 BOVINS
ALLAITANT

15 PRODUCTION
CAPRINE

19 PRODUCTION
PORCINE

24 AVICULTURE

29 CUNICULTURE

34 CÉRÉALES

39 BIO

Édito



Ce guide a pour objectif d'apporter une analyse des résultats économiques des différentes filières agricoles vendéennes.

Située au plus proche du terrain, notre expertise des métiers de nos adhérents et de leur environnement nous permet de comprendre, d'analyser les performances économiques et d'identifier des perspectives et enjeux forts.

Les résultats 2020 sont hétérogènes selon les filières. Une grande disparité de résultats existe entre les différentes productions avec chacune des spécificités conjoncturelles pendant cette année 2020 si particulière.

Pour analyser les résultats technico-économiques des exploitations agricoles, il est plus que jamais nécessaire de raisonner sur plusieurs années. Les envies de chacun et nos objectifs personnels doivent être également pris en compte au quotidien dans la gestion de nos exploitations.

Les analyses présentes dans ce guide sont autant d'informations à valeur ajoutée au service de nos ambitions d'accompagnement de la dynamique entrepreneuriale et du développement de notre territoire vendéen.

Je vous souhaite une bonne lecture.



1718
Exploitations

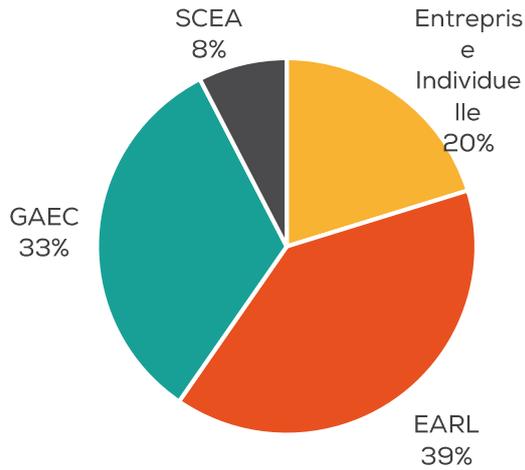


2,12 UTH dont
1,71 UTHe

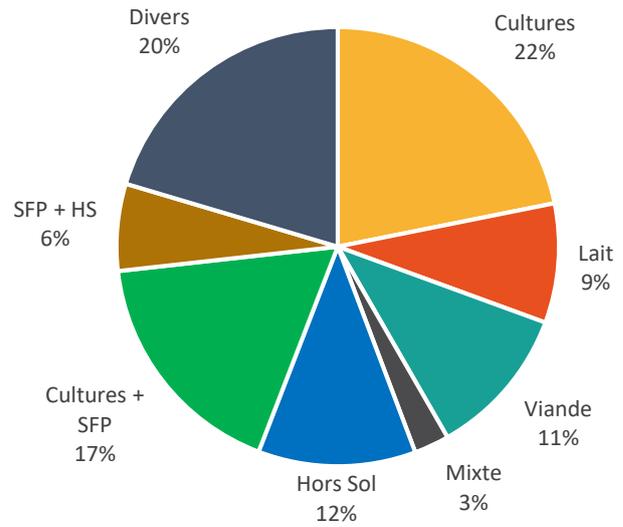


115 ha de SAU
dont 55 ha
de SFP

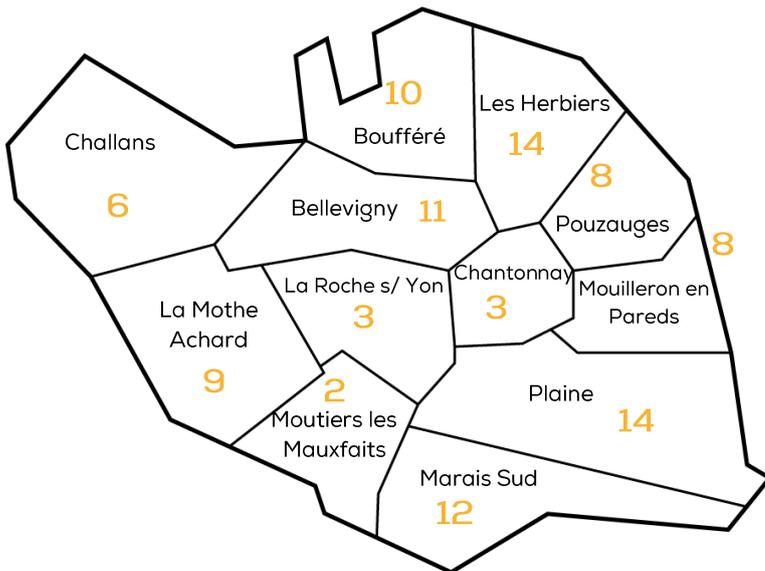
Structure juridique



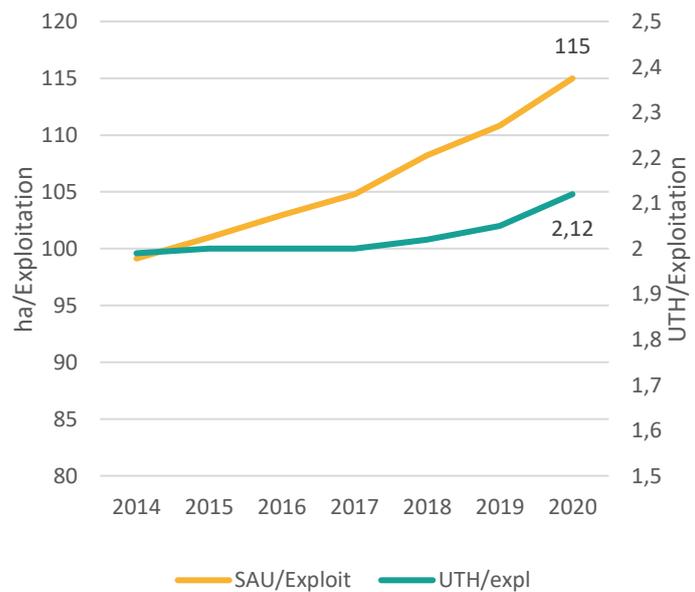
Filières de production



Répartition des exploitations adhérentes Cerfrance (en %)

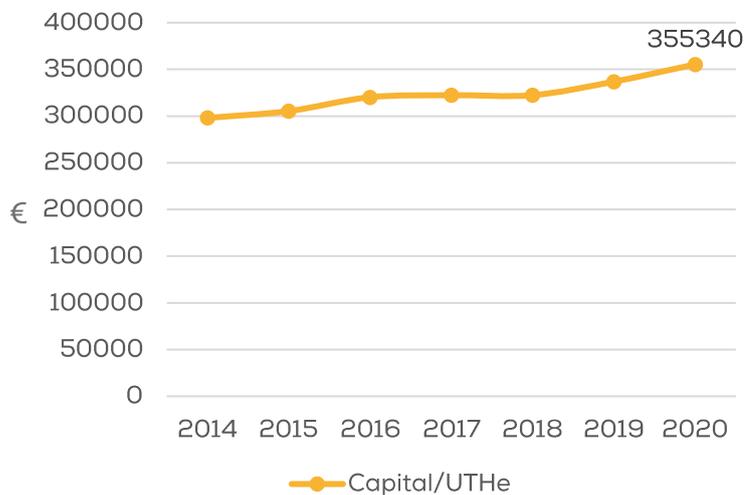


Évolution des facteurs de production

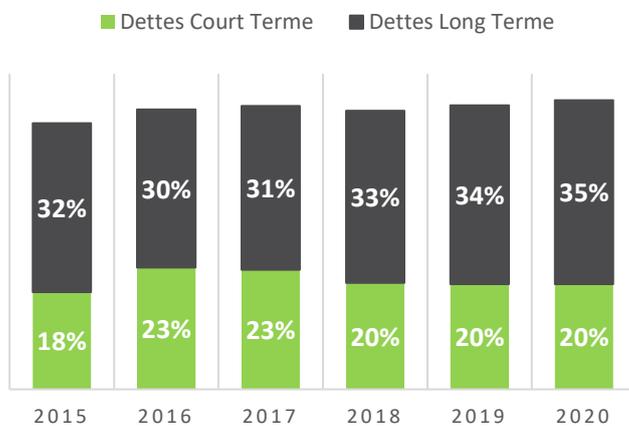




Évolution du capital d'exploitation



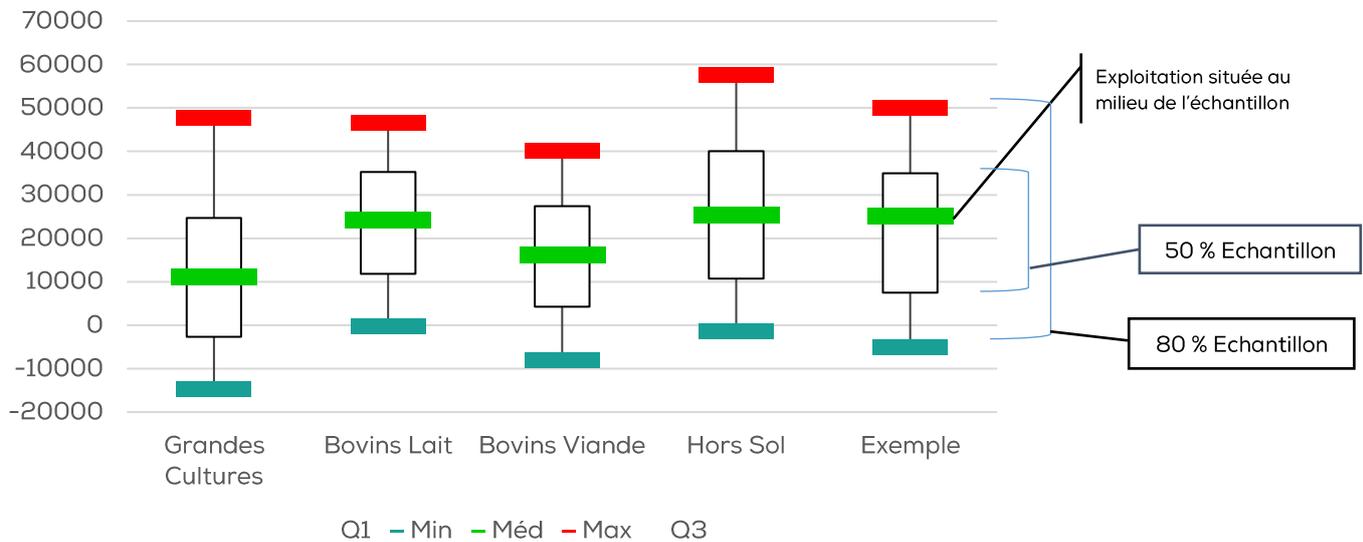
Taux d'endettement





Approche résultat	EBE / UThe 56 105 €	Approche trésorerie
Amortissements / UThe : 28 090 € + Frais financiers / UThe : 3 170 € Soit 56 % de L'EBE / UThe		Annuités / UThe : 30 690 € Frais financiers CT / UThe : 843 € Soit 56 % de l'EBE / UThe
Résultat Courant / UThe : 24 845 € Soit 44 % de l'EBE / UThe		Disponible pour prélèvements privés et autofinancement 24 572 € Soit 44 % de l'EBE / UThe

Dispersion du Revenu Disponible / UTH exploitant



PRODUCTION LAIITIÈRE





Capital / UThé
328 330 €



Cheptel
113 VL



SAU 130 ha
Dont SFP 100 ha



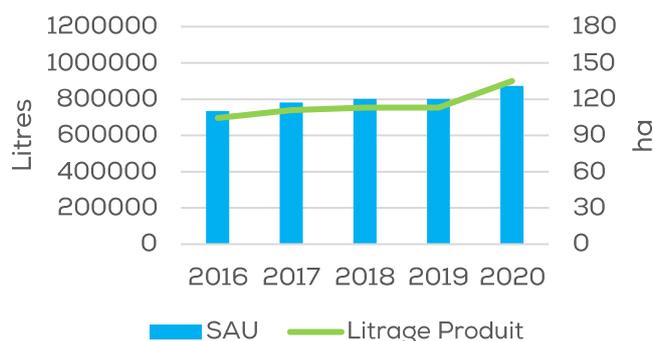
MO 2,62
Dont UThé 2,15

Un début d'exercice 2020 porteur fortement impacté par la crise sanitaire mondiale

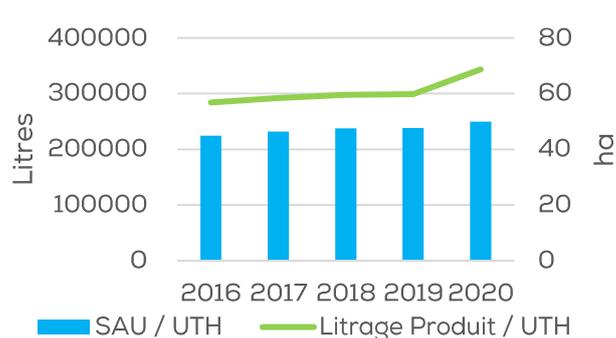
La collecte mondiale de lait en 2020 a sensiblement évolué. Les échanges ont notamment été limités et les transformateurs ont dû s'adapter aux changements de consommation, notamment dans l'hexagone.

Globalement, les résultats 2020, assez proches de ceux de 2019 en termes de revenus disponibles, masquent en réalité de fortes disparités

Moyens de production /

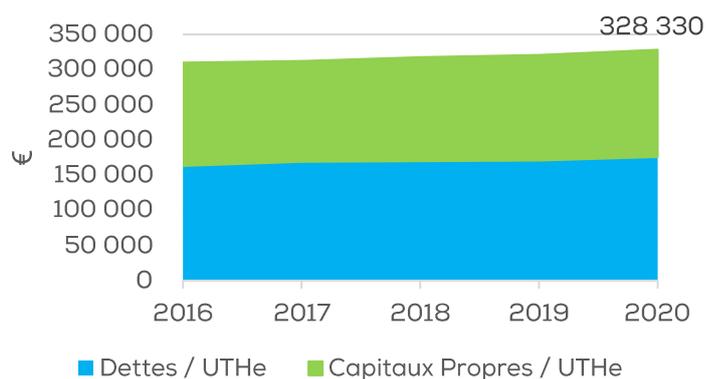


Productivité de la main d'œuvre



2020 est marquée par une augmentation de la taille des structures vendéennes. Depuis la crise de 2016, le litrage est passé de 700 000 L à près de 900 000 L par exploitation. Les petites exploitations voient leur litrage rester stable sur 1 an, au contraire des plus grosses structures qui tendent à la hausse. Le salariat continue de se développer pour atteindre près d'un mi-temps en moyenne. Continuité de l'augmentation de la productivité de la main d'œuvre.

Composition du passif / UThé



En 2020 et comme depuis de nombreuses années, les capitaux propres continuent d'augmenter en production laitière.

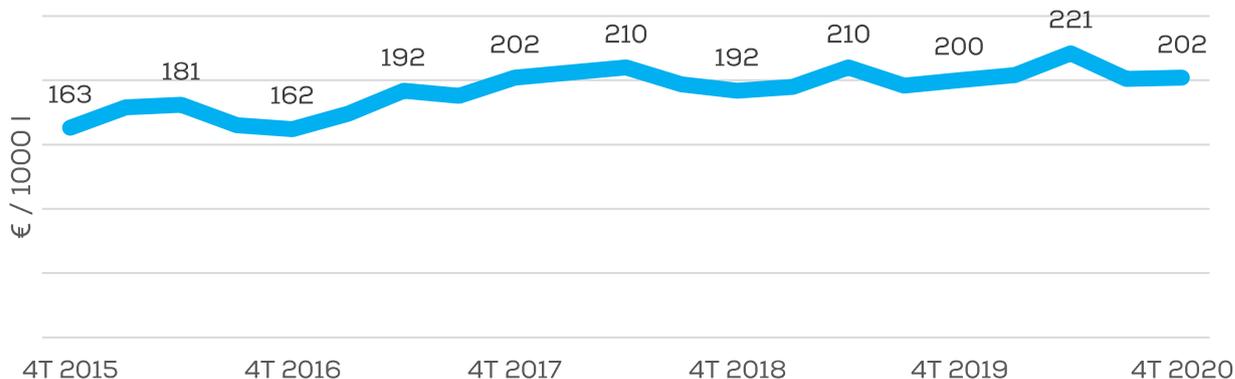
Avec la stagnation de la rentabilité dégagée, se pose la question de la reprise des exploitations dans un contexte où seulement 2 installations sont réalisées contre 3 départs.

Évolution du prix du lait



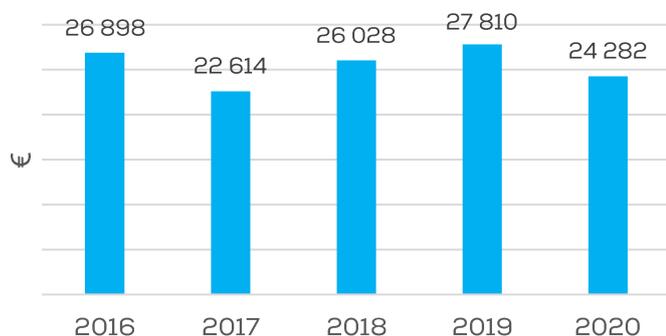
Le début d'année 2020 a été marqué par une évolution positive des prix (+ 16 €/1000L), en lien avec une forte demande au niveau mondial à l'aube de la pandémie. Avec un temps de décalage suite au 1^{er} confinement, ce prix se rétracte dans l'été pour finir l'année à - 8 €/1000L par rapport à 2019. Sur l'ensemble des clôtures, le prix payé est stable sur 1 an à 357 €/1000L.

Évolution de la marge brute / 1000 l



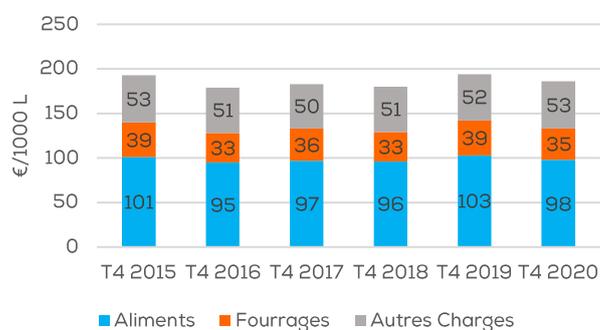
Sur le premier semestre, l'évolution positive des prix se ressent dans la marge brute (+ 11€/1000L vs T2 2019). En revanche, la forte inflation des charges, notamment alimentaires, sur le second semestre, vient pénaliser la marge brute laitière des exploitations.

Investissement (€/UTHe)



Léger ralentissement des investissements sur 2020 en raison d'un contexte incertain.

Évolution Charges Opérationnelles / 1000 l



La légère diminution des charges sur l'année 2020 cache en réalité de grandes disparités. Le prix de l'aliment augmente fortement sur la fin d'année. Par ailleurs le volume global augmente ce qui a pour conséquences de diminuer le ratio charges/lait produit.

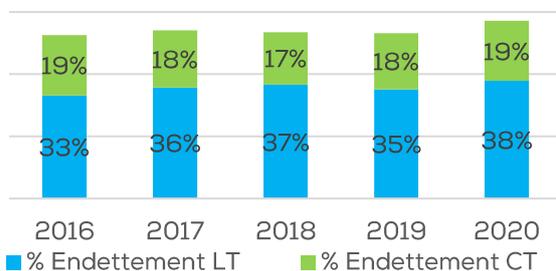
Utilisation de l'EBE

Approche résultat	EBE / UTHe 57 561 €	Approche trésorerie
Amortissements / UTHe : 28 293 € + Frais financiers / UTHe : 2 516 € Soit 54 % de L'EBE / UTHe		Annuités / UTHe : 31 782 € Frais financiers CT / UTHe : 838 € Soit 57 % de l'EBE / UTHe
Résultat Courant / UTHe : 26 752 € Soit 46 % de l'EBE / UTHe		Disponible pour prélèvements privés et autofinancement 24 941 € Soit 43 % de l'EBE / UTHe

Sur 2020, l'EBE/UTHe évolue de 51 à 57 000 €, principalement lié au prix du lait. Le résultat courant tout comme le revenu disponible progresse de 2 500 € en moyenne. La modernisation des outils de production se poursuit.

Cependant la plupart des exploitations ne dégagent pas de capacité d'autofinancement et cette année 2020 ne tend pas à consolider les trésoreries pour autant.

Taux d'endettement



Remontée du taux d'endettement en 2020, notamment lié aux prêts court-terme garantis par l'Etat. De plus, la réalisation de prêts pour essayer d'anticiper le remboursement des comptes courants associés est également un facteur explicatif de l'augmentation de l'endettement LT.

Répartition des exploitations par classe de revenu disponible



Revenu disponible / UTHe

58 % des exploitations laitières spécialisées dégagent un revenu disponible au-dessus de 20 000€/UTHe.

Résultats économiques en €/ UTHe



Repères des exploitations spécialisées Lait

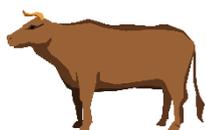
	2016	2017	2018	2019	2020	Moyenne
EBE/1000 l	141	147	152	144	134	144
Prix du Lait / 1000 l	310	326	349	356	360	340
Marge Brute / 1000 l	162	202	203	219	218	201

PRODUCTION
**DE BOVINS
ALLAITANT**





Capital
404 740 € / UThe



Cheptel
100 VA / 184 UGB



SAU
117 ha
dont 97 ha SFP



Main d'œuvre
1,64 UTH dont
1,47 UTH exploitant

Les pratiques des éleveurs évoluent, mais le revenu reste modeste. Des modifications structurelles sont souhaitées. Le déclic peut-il être la crise sanitaire ?

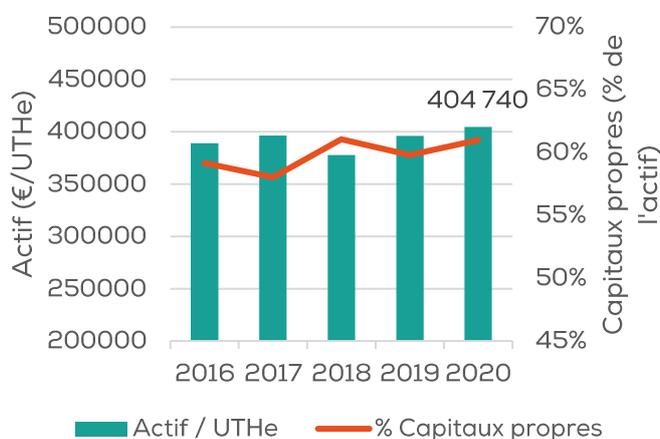
La crise sanitaire a mis en exergue les volontés des consommateurs, ce qui s'est traduit par une meilleure valorisation des vaches. Mais, les aléas climatiques et la baisse des prix des mâles ont pénalisé le résultat.

Les éleveurs continuent de faire évoluer leurs pratiques et orientent leur stratégie : productivité, réduction des charges, valorisation des produits ou diversification. L'enjeu est que la stratégie soit cohérente avec les caractéristiques de l'exploitation, l'objectif de l'éleveur, et qu'elle soit pleinement appliquée.

A court-terme, les éleveurs vont devoir se positionner sur le sujet environnemental : opportunités (vente crédit carbone, nouvelle PAC, ...) ou contraintes assumées ?

Le déficit de rentabilité des capitaux freine le renouvellement des générations. Sans modifications majeures des performances économiques des élevages, est-ce que la production de bovins allaitant sera toujours prédominante en Vendée dans 10 ans ?

Le déficit de rentabilité des capitaux importants induit un faible taux de renouvellement. Dans 10 ans, est-ce que la production de bovins allaitant sera toujours prédominante en Vendée ?



Les élevages de bovins allaitant présentent toujours une situation financière saine.

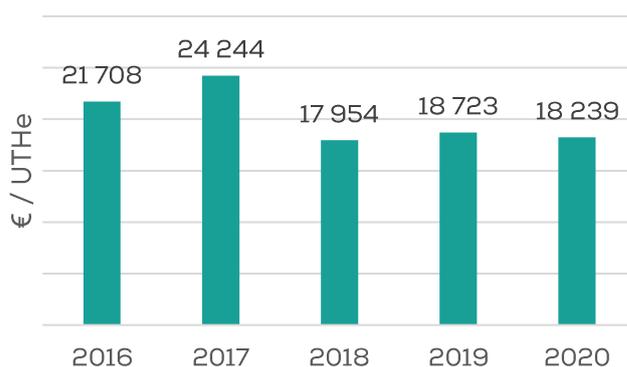
La vigilance doit être portée sur la trésorerie, notamment dans les systèmes engraisseurs, et l'équilibre des capitaux entre les associés.

Le delta important entre la rentabilité des élevages et les capitaux requis (10 € de capitaux sont nécessaires pour produire 1 € d'EBE, ce qui est le niveau le plus élevé des productions agricoles) conduit à un faible taux de renouvellement des éleveurs et à un cycle de décapitalisation qui se perpétue depuis 2016.

Des investissements réduits et à prioriser, en anticipant la reprise des capitaux

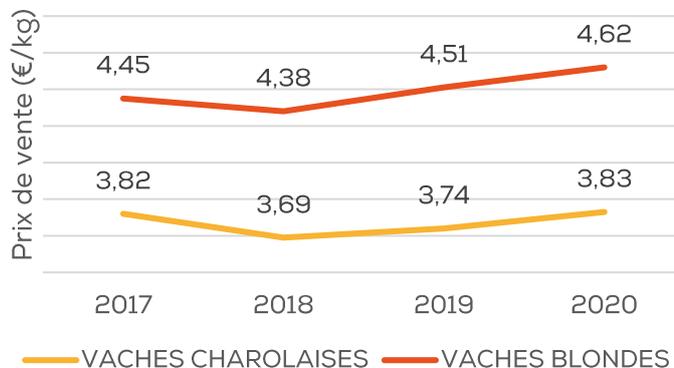
Le déficit récurrent de perspectives induit des investissements réduits : renouvellement du matériel et reprise des capitaux des cédants, lorsqu'ils ne sont pas financés par une décapitalisation du cheptel.

Pour faciliter les installations, la location des bâtiments se développe.



Revalorisation du prix des vaches

(Avec complément de prix, net ou pas des frais de commercialisation)

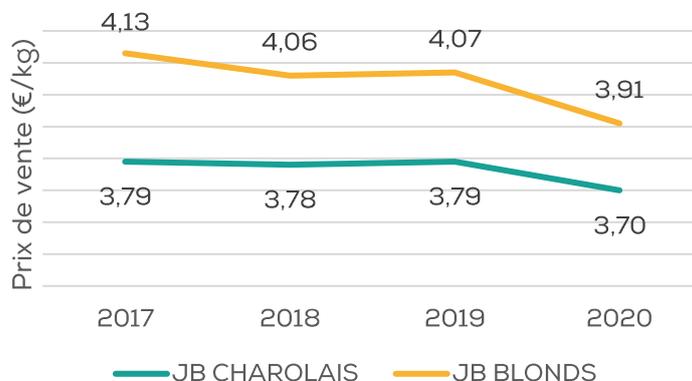


Les mesures de restrictions sanitaires ont bouleversé les circuits de commercialisation.

La consommation s'est renationalisée et portée sur la viande hachée. Un accord de la filière a traduit ses deux éléments par une revalorisation du prix des vaches, plus importante pour les animaux de moyenne catégorie.

Prix des JB à un faible niveau

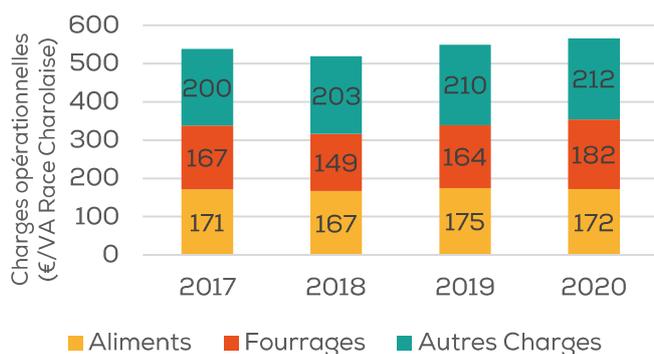
(Avec complément de prix, net ou pas des frais de commercialisation)



Les impacts des restrictions sanitaires sur la consommation de viande ont été identiques dans les autres pays européens. Le prix des mâles français exportés, broutards et jeunes bovins, a été dévalorisé.

La baisse saisonnière du printemps a été très marquée, et les prix à leur plus faible niveau durant l'été, et ce malgré la baisse des disponibilités en mâles en lien avec la décapitalisation.

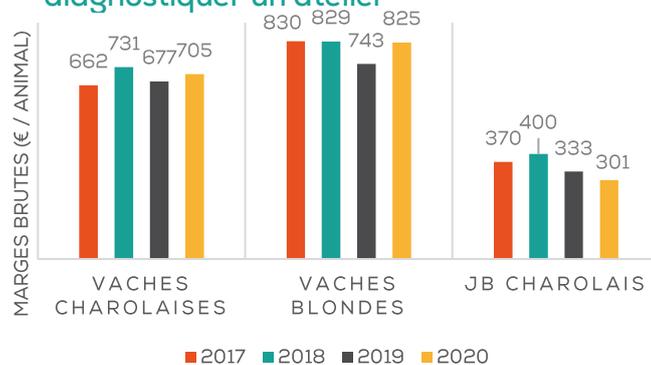
Hausse conjoncturelle des charges opérationnelles.



En lien avec la sécheresse de 2019, les coûts des aliments (+16 €/VA/2017), des fourrages (+18 €/VA/2017) et de paille (+7 €/VA/2017) se sont accrus. Et ce malgré un nombre important d'éleveurs qui sont orientés vers une stratégie de réduction des charges.

Depuis plusieurs années, la capacité de résilience des exploitations au regard des aléas climatiques est fortement sollicitée. L'autonomie fourragère est une condition sine qua non de réussite, au même titre que l'obtention des performances techniques cibles.

Utiliser plusieurs référentiels pour diagnostiquer un atelier



Les marges brutes des vaches et des jeunes bovins de races Charolaise et Blonde sont conformes à l'historique.

La diversité des systèmes d'élevages (race, système de production, niveau d'intensification, caractéristiques de l'exploitation) induit l'utilisation de plusieurs référentiels afin de réaliser un diagnostic fin de l'atelier d'élevage.

Par exemple, la marge brute par animal doit être consolidée avec la marge brute par hectare de surface fourragère.

Une performance économique moyenne insuffisante pour rémunérer les chefs d'exploitation

Approche résultat	EBE 43 095 €/UTHe	Approche trésorerie
Amortissements : 24 288 € / UTHe + Frais financiers : 3 031 € UTHe Soit 63 % de l'EBE		Annuités : 25 923 € / UTHe + Frais financiers CT : 1 049 € / UTHe Soit 63 % de l'EBE
Résultat Courant : 15 776 € / UTHe Soit 37 % de l'EBE		Revenu disponible : 16 123 € / UTHe Soit 37 % de l'EBE

La performance économique du groupe de référence, à travers l'EBE est insuffisante pour :

- Rembourser les annuités
- Investir dans de nouveaux projets et reprendre les capitaux des futurs cédants
- Rémunérer les exploitants au regard du travail accompli et des risques encourus
- Assurer une marge de sécurité en cas d'aléas

La revalorisation des vaches se poursuit en 2021. Mais des points de vigilance préoccupent les éleveurs. Leur capacité d'adaptation est fortement sollicitée. Leur réflexion doit être menée selon l'objectif et l'exploitation.

- **Prix des vaches : Poursuite de la revalorisation du prix avec des perspectives favorables**

La consommation de viande bovine française est toujours dynamique et orientée vers le haché. L'accord de la filière, est toujours d'actualité et s'étend aux animaux les mieux conformés.

- **La hausse du prix des aliments**

Le prix des céréales et des protéagineux sont en augmentation depuis plusieurs mois avec une répercussion d'environ +15% sur le prix des aliments. Cela va fortement impacter le coût d'engraissement des mâles et des femelles (+30 à +60 €/animal selon les rations).

- **Les éleveurs vont devoir se positionner sur le sujet environnemental : contrainte ou opportunité ?**

Les prochains accompagnements financiers des pouvoirs publics seront à destination des exploitations qui vont modifier leurs pratiques environnementales. Le soutien à celles ayant déjà des bonnes pratiques vont s'estomper. Le risque est d'une baisse des aides pour les élevages de bovins allaitant ayant le moins de marge de manœuvre. En parallèle, les règles environnementales s'accroissent (zone de non traitement, ...).

Les chefs d'exploitation vont devoir se positionner rapidement sur ce sujet. Est-ce que je subis les réglementations ? Est-ce que je saisis des opportunités ?

PRODUCTION
CAPRINE





Près de 550
chèvres/élevage



Capital / UTHe
394 814 €



SAU 71 ha
Dont 49 ha de SFP



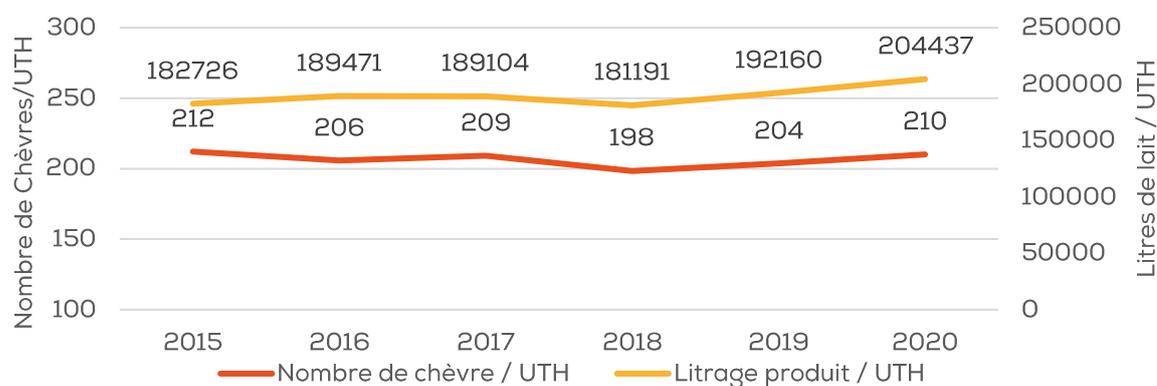
MO 2,65 UTH dont
1,87 UTHe

Le lait de chèvre, une belle année 2020

Avec des produits qui se diversifient pour faire face à la demande croissante des consommateurs, le prix est à la hausse cette année. Le coût alimentaire est globalement stable par rapport à 2020. Les résultats témoignent toutefois d'une forte inflation sur les matières premières due à la reprise économique post crise et aux échanges mondiaux sur la deuxième moitié de l'année.

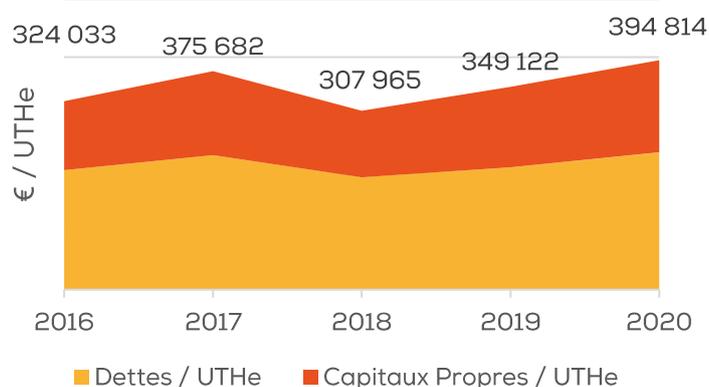
Plus généralement, on observe une augmentation des tailles d'exploitation, à la fois vis-à-vis des volumes produits et des capitaux mobilisés.

Dimension des ateliers caprins

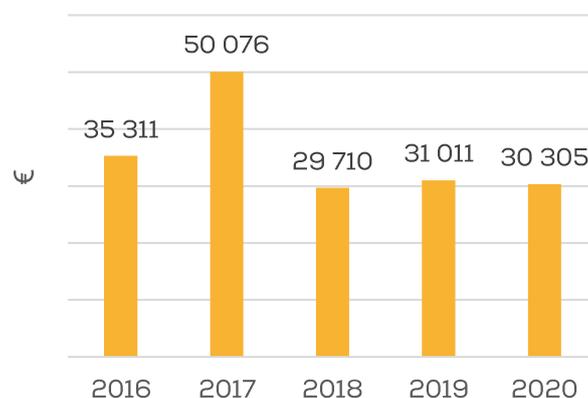


Le nombre de chèvres continue son augmentation dans les élevages caprins de Vendée, Le nombre d'exploitants spécialisés en production caprine reste stable et la hausse de la production est en partie assurée par un renfort en main d'œuvre salariée (+ 0.07 UTH total). La productivité se situe entre 180 000 et 200 000 L par exploitant depuis 2015. Pour deux tiers des exploitations produisant du lait de chèvre, un atelier complémentaire d'engraissement de bovins ou de volailles, ou encore de cultures de vente est associé.

Composition du passif par UTHe

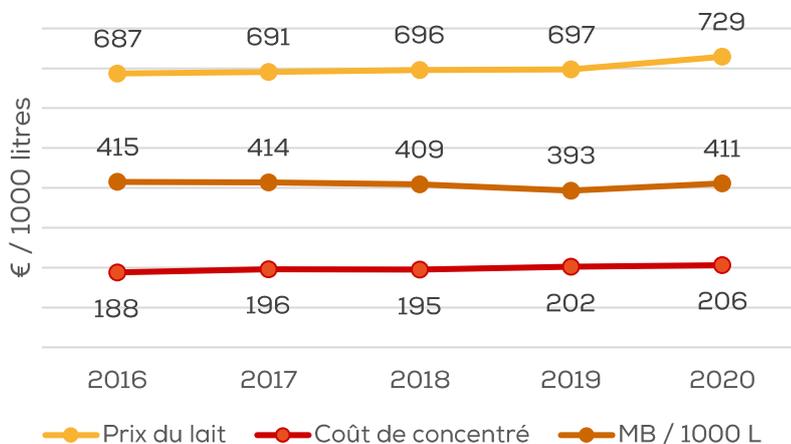


Investissements par UTHe



Avec un capital situé entre 350 et 400 000 €, les moyens de productions sont globalement stables depuis 2016. Le taux d'endettement (dettes CT et MT) est constant autour de 60 %.

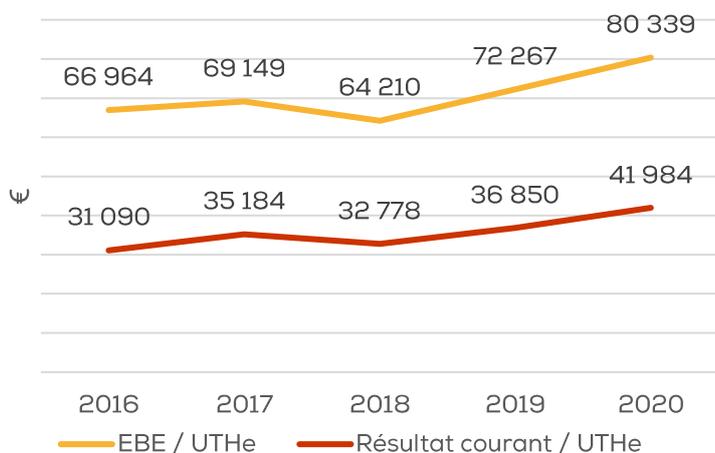
Évolution du prix du lait, du concentré et de la marge brute



Forte croissance du prix du lait sur l'exercice 2020. Cette évolution profite en grande partie à la marge brute de l'atelier.

Depuis 2018, la hausse des concentrés vient éroder la marge brute, qui reste globalement stable sur 2 ans.

Résultats économiques



Tiré par un volume et un prix en hausse, le revenu par exploitant continue sa progression sur 2020. Il en va de même pour le résultat courant.

Quelques repères

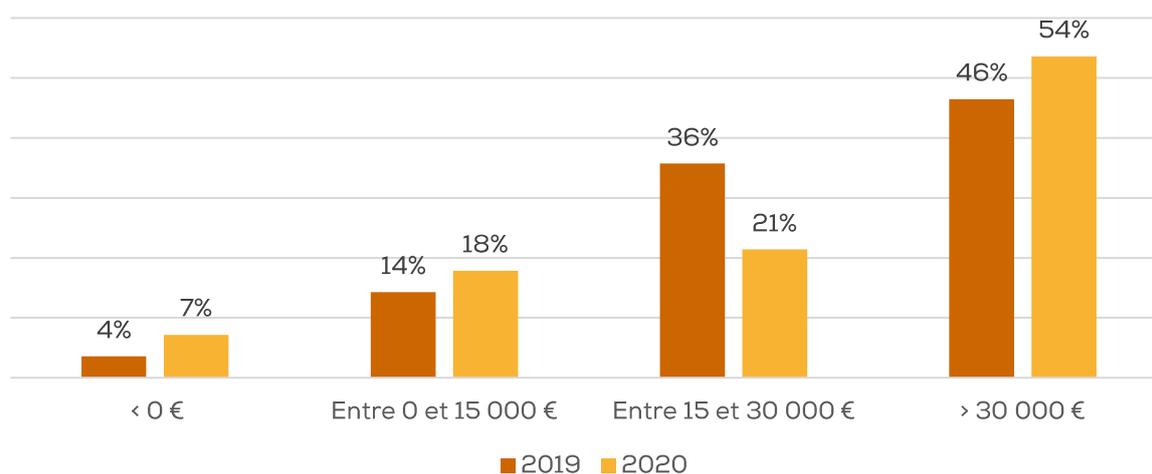
	2017	2018	2019	2020	Moyenne
EBE / 1000 l	276	278	287	281	281
Résultat courant / 1000 l	182	137	144	148	153
Coût concentré Chèvres / 1000 l	196	195	202	207	198
Marge Brute / 1000 l	414	409	393	411	407

Utilisation de l'EBE

Approche résultat	EBE / UTHe 80 339 €	Approche trésorerie
Amortissements / UTHe : 34 150 € + Frais financiers / UTHe : 4 204 € Soit 48% de l'EBE / UTHe		Annuités / UTHe : 39 091 € Frais financiers CT / UTHe : 1 022 € Soit 50 % de l'EBE / UTHe
Résultat Courant / UTHe : 41 984 € Soit 52 % de l'EBE / UTHe		Disponible pour prélèvements privés et autofinancement 40 226 € Soit 50 % de l'EBE / UTHe

Les élevages spécialisés caprins, livreurs de lait en laiterie, dégagent un EBE par UTHe de 80 000 € soit près de 8 000 € de plus qu'en 2019. Cet EBE, après avoir couvert les charges de remboursement, permet de dégager 40 000 € par UTHe pour les prélèvements et l'autofinancement, soit 5 000 € supplémentaires en moyenne. La maîtrise technique reste un facteur incontournable en production caprine, de même que la bonne gestion financière de l'exploitation.

De fortes disparités subsistent



En 2020, les revenus disponibles par exploitant s'étirent, avec des exploitations performantes qui captent de la valeur supplémentaire et des exploitations en difficultés qui peinent à atteindre les équilibres.

PRODUCTION
PORCINE





Capital / UThe
381 183 €

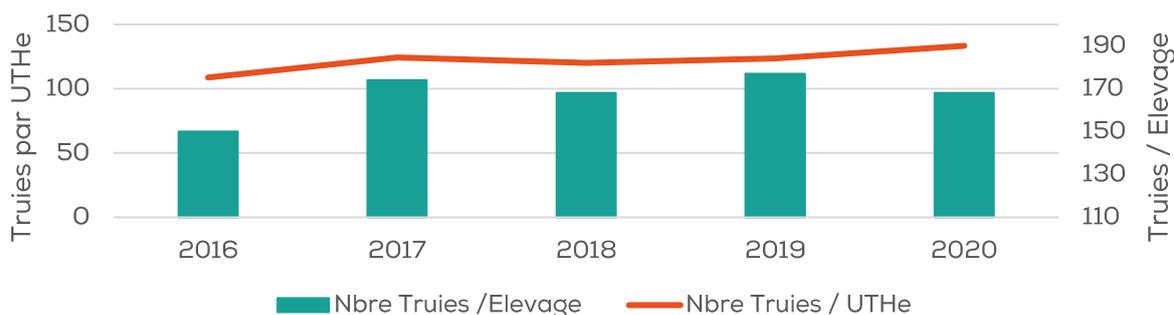


168 truies



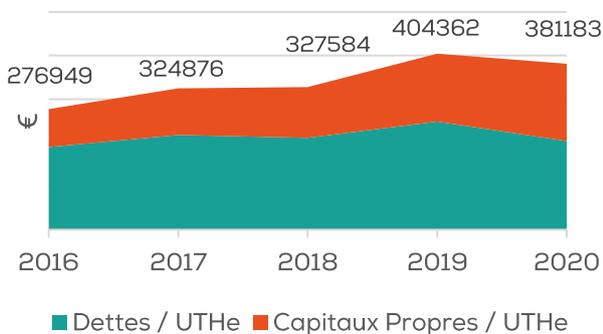
M0 2,09 UTH dont
1,26 UThe

Productivité de la main d'œuvre



Peu d'évolution dans les structures porcines spécialisées avec une légère augmentation des effectifs de truies / UTH.

Composition du passif par UThe



■ Dettes / UThe ■ Capitaux Propres / UThe

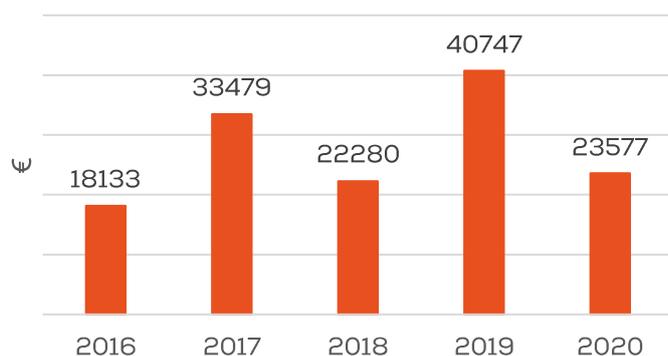
Baisse assez marquée des dettes en 2020 suite au bon niveau d'EBE

Taux Endettement LT stable



Le taux d'endettement long et moyen terme est stable mais forte baisse de l'endettement CT

Investissements par UThe



Le niveau d'investissement par UThe baisse.

Le niveau moyen par UThe est peu significatif en raison de l'absence d'investissements pour certaines exploitations et de montants très importants pour d'autres.

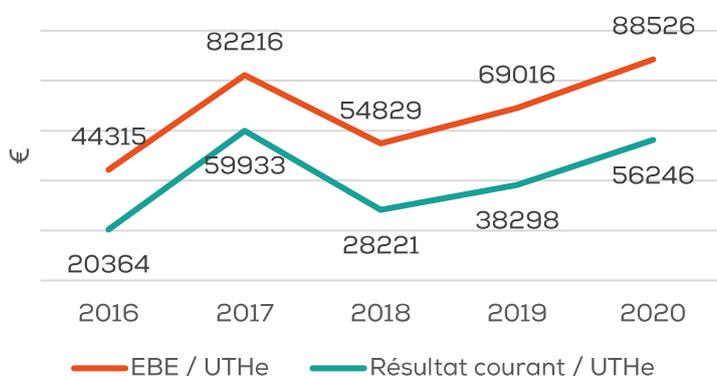
Malgré un bon niveau de conjoncture, certains éleveurs hésitent à investir de manière importante

Utilisation de l'EBE

Approche résultat	EBE / UThe 88 526 €	Approche trésorerie
Amortissements / UThe : 26 325 € + Frais financiers / UThe : 5 955 € Soit 36% de l'EBE / UThe		Annuités / UThe : 28 445 € Frais financiers CT / UThe : 1 393 € Soit 34 % de l'EBE / UThe
Résultat Courant / UThe : 56 246 € Soit 64 % de l'EBE / UThe		Disponible pour prélèvements privés et autofinancement : 58 688€ Soit 66 % de l'EBE / UThe

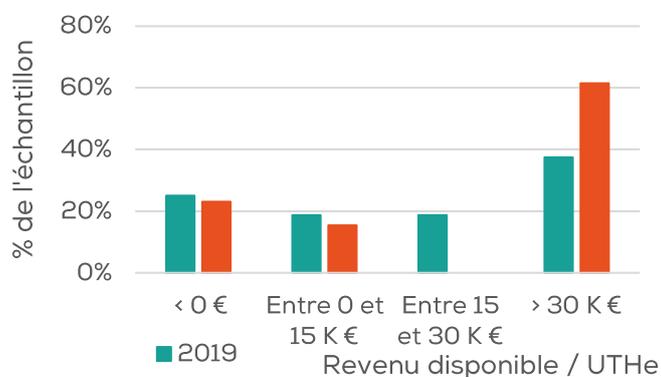
Le niveau d'annuité sur EBE baisse fortement en lien avec une forte hausse de l'EBE. Le revenu disponible atteint un bon niveau à 56 700 € / UThe

Résultats économiques



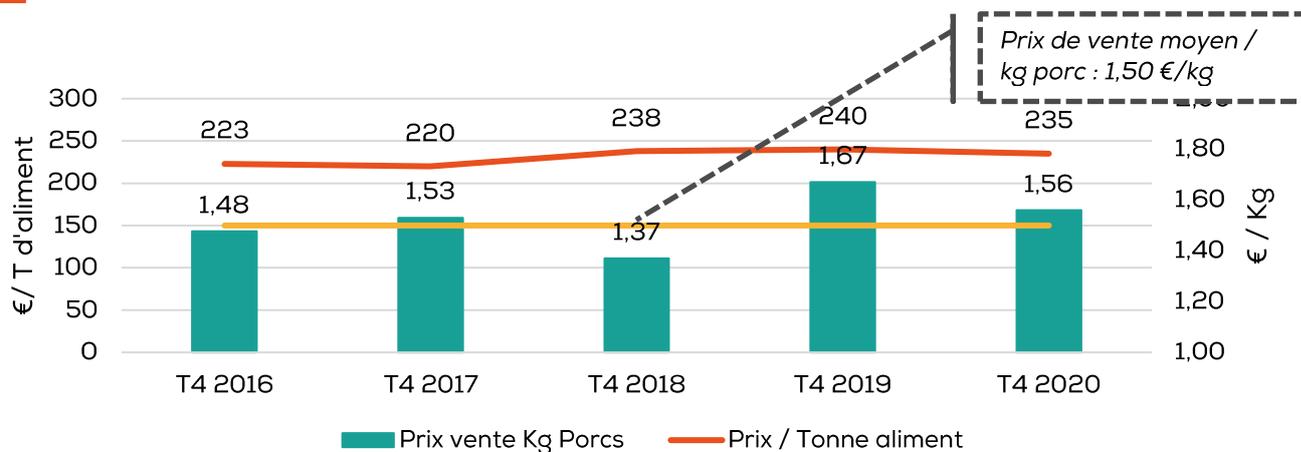
Le niveau d'EBE par UThe progresse de 19 500 € par UThe et le revenu courant de 18 000 €. L'échantillon des éleveurs comprend des dates de clôture de début d'année 2020 avec une conjoncture très favorable.

Classes de revenu disponible



Les disparités restent élevées avec 60 % des exploitations qui ont un revenu disponible par UThe supérieur à 30 000 € et 20 % des exploitations qui ont un revenu disponible négatif.

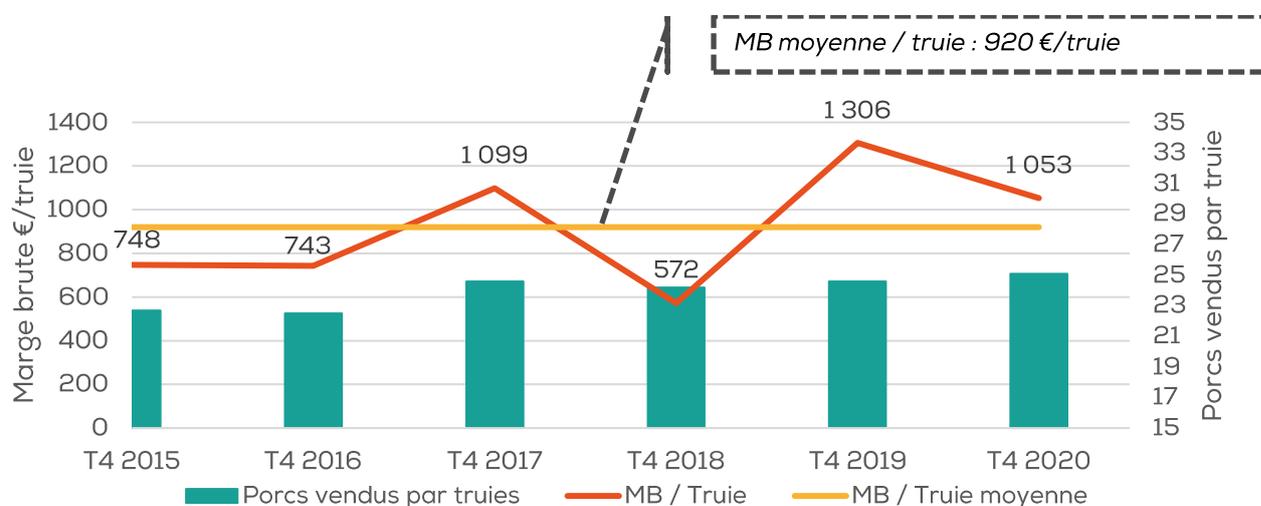
Prix du porc et coût de l'aliment



Le niveau de prix payé au Kg pour les clôtures du dernier trimestre 2020 a été de 1,56€ soit -0,11€/2019 (baisse de 6,6 %).

Le coût alimentaire moyen est assez stable, la hausse a commencé en fin d'année 2020 et a eu donc peu d'impact sur les résultats.

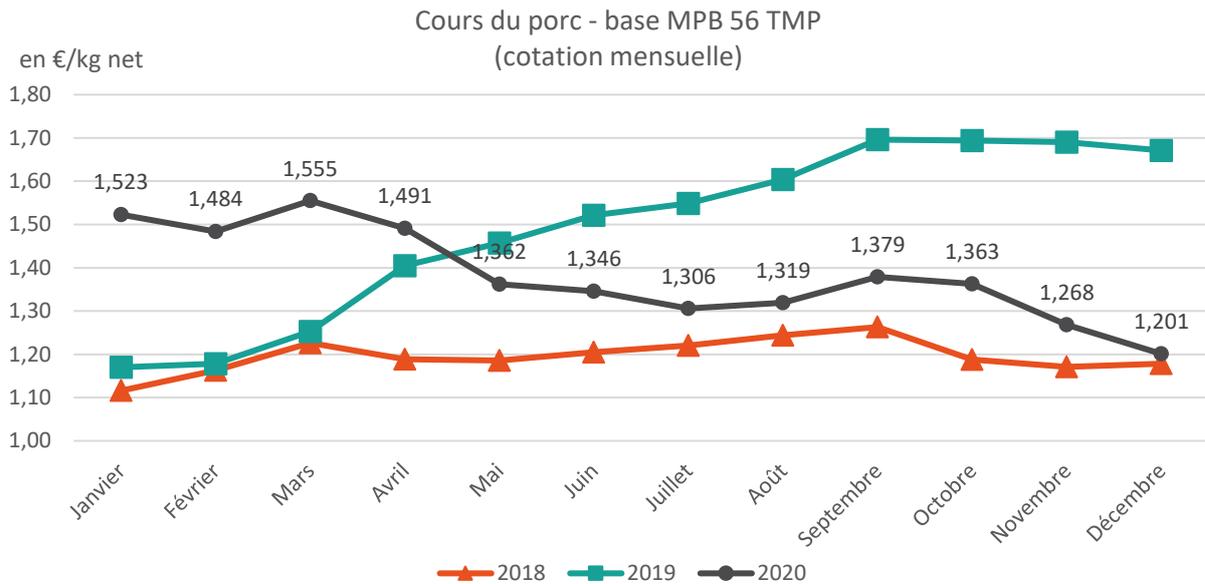
Résultats par Truie



La marge brute moyenne du dernier trimestre baisse de 250 €/truie en lien avec les baisses des prix de vente.

La productivité en Vendée progresse en lien avec la mise en place de nouveau schéma génétique.

Alors que les prévisions début 2020 étaient optimistes avec une forte demande de la chine, la COVID et la peste porcine en Allemagne sont venus perturber fortement les équilibres. **Le marché allemand s'est effondré** avec tout d'abord des fermetures d'abattoirs liées au COVID puis l'apparition de la fièvre porcine. Ce dernier facteur a entraîné la fermeture des frontières pour le porc allemand et une pression supplémentaire du porc allemand sur le marché Français. **La demande chinoise reste forte mais bénéficie surtout aux producteurs espagnols.**



En 2020, la consommation des ménages a progressé de 6 % mais elle n'a pas compensé la baisse de consommation Hors Foyer avec une baisse globale de consommation de - 1%. **Le cheptel européen est stable** avec une baisse en Allemagne mais une forte hausse en Espagne. Le volume produit progresse avec la hausse de la productivité / truie. La chine reconstitue son cheptel à marche forcée.

Les opérateurs locaux sont toujours en recherche de valorisation sur le marché du porc par des signes de qualité afin d'améliorer les marges et moins dépendre du marché européen ; Des contrats tripartites (Groupement-Abattoir-GMS) se mettent progressivement en place.

La question à moyen terme pour les éleveurs est **le niveau d'investissements**. La forte volatilité des cours ces dernières années n'encourage pas à la reprise des exploitations avec **un manque de visibilité sur le long terme**. Les investissements peuvent aussi être engagés pour améliorer la plus-value et être moins dépendant du marché au cadran (Porc label, Porc bio, autonomie sur alimentation)

AVICULTURE





Capital / UThe
323 113 €

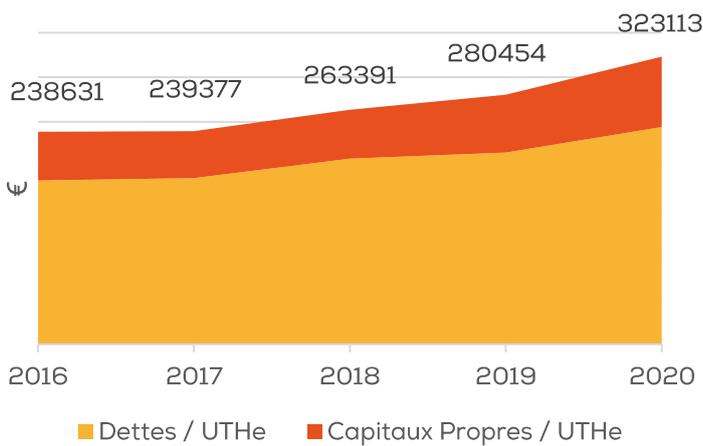


SAU 8 ha
dont 3 ha SFP

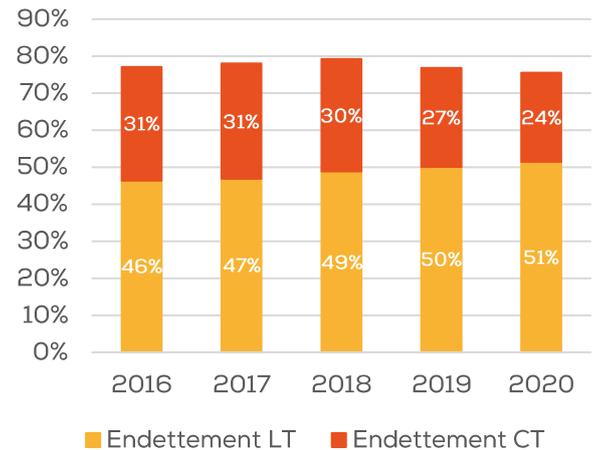


MO 1,31 UTH dont
1,16 UThe

Composition du passif par UThe



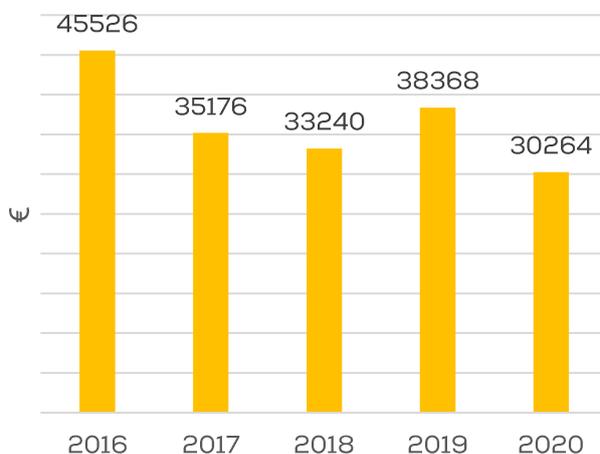
Taux Endettement



Le niveau de Capital par UTH a progressé de 70 000 € en 4 ans en lien avec des investissements importants et une intensification de la production. Le niveau de dettes progresse de la même façon.

Le niveau d'endettement LMT progresse de 5 points en 4 ans dans un contexte d'investissements soutenus. Le taux d'endettement CT a baissé de 7 points.

Investissements par UThe soutenus



En 2020 la production avicole maintient un bon niveau d'investissement avec près de 30 000 € par UThe mais c'est le niveau le plus faible depuis 5 ans.

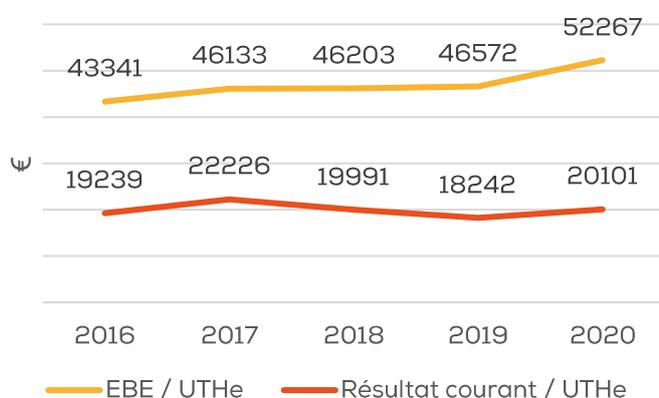
La construction de nouveaux bâtiments diminue dans un contexte moins porteur. Les investissements de rénovation restent toujours importants.

Utilisation de l'EBE

Approche résultat	EBE / UThe 52 267 €	Approche trésorerie
Amortissements / UThe : 28 403 € + Frais financiers / UThe : 3 763 € Soit 62 % de l'EBE / UThe		Annuités / UThe : 27 865 € Frais financiers CT / UThe : 363 € Soit 54 % de l'EBE / UThe
Résultat Courant / UThe : 20 011 € Soit 38 % de l'EBE / UThe		Disponible pour prélèvements privés et autofinancement : 24 039 € Soit 46 % de l'EBE / UThe

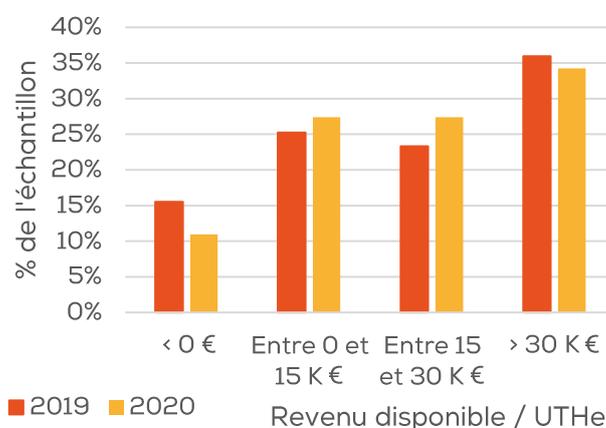
Les annuités représentent 54 % de l'EBE, Ce critère est assez stable depuis quelques années. Le niveau de revenu disponible atteint 24 000 € en moyenne.

Résultats économiques



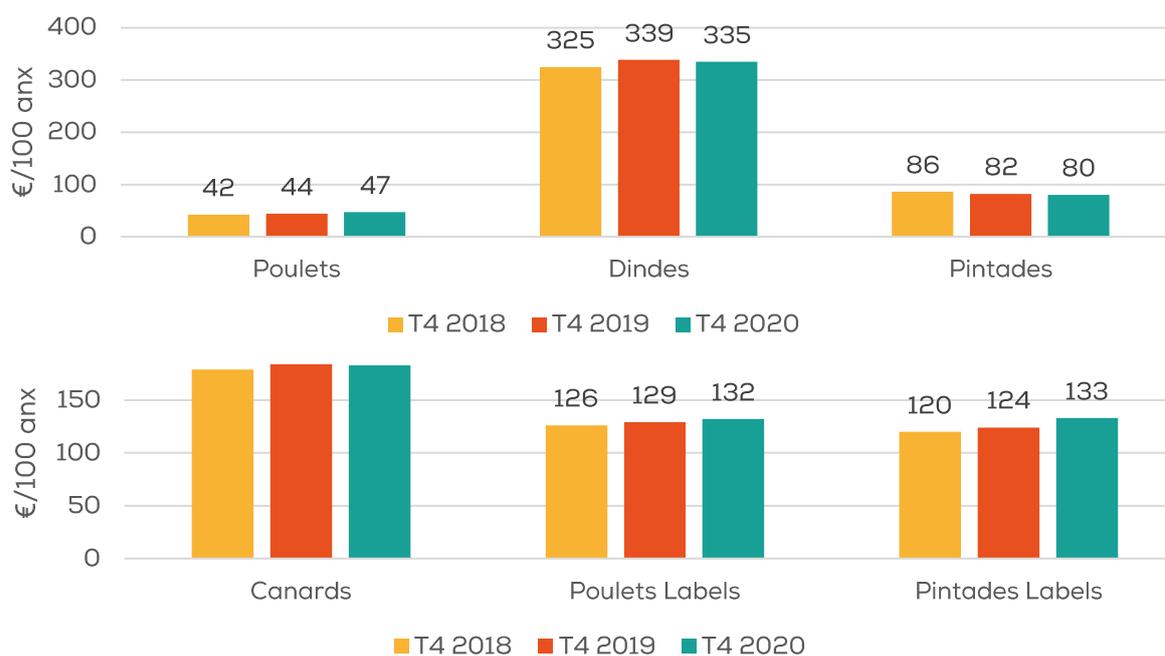
Le niveau de l'EBE par UThe progresse malgré un contexte plus difficile. La mise en place de bâtiment neuf engendre une hausse de l'EBE mais le revenu courant par UThe reste stable aux environs de 20 000 € en raison de l'augmentation du niveau d'amortissement.

Classes de revenu disponible



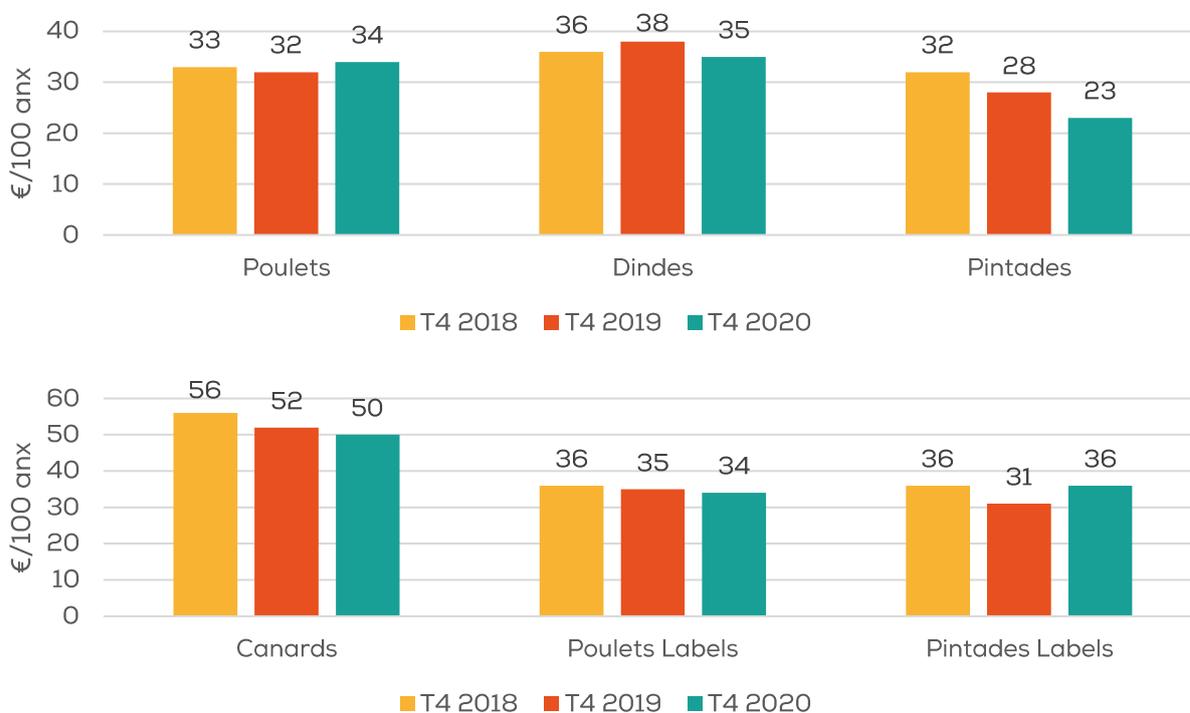
La dispersion des revenus est très importante avec 34 % des éleveurs avec un revenu disponible par UThe de plus de 30 000 € mais plus de 11 % avec un revenu disponible négatif.

Marge Poussin Aliment / 100 animaux



Les marges brutes par animal sont globalement stables depuis 3 ans.

Marge Brute (€/m²)



Les marges au m² en 2020 sont stables en poulets standard et label. Les marges canards et pintades baissent dans un contexte plus difficile. Les variations importantes en pintades standard et label sont aussi liées à la taille de l'échantillon.

Analyse

La filière Volailles a dû faire face en 2020 à deux épidémies majeures, le COVID et la grippe Aviaire qui ont eu des conséquences importantes sur la demande et l'offre.

Une baisse des abattages en 2020

La baisse en 2020 / 2019 est de l'ordre de -1.6 % en volume avec des fortes disparités entre les espèces (Poulet : + 0.1 %, Dindes : + 1.6 %, Canards barbarie : - 15.7 %, Pintades : - 14.2 %). Cette baisse est liée à la difficulté des filières de volailles festives (canard barbarie, Pintades).

Un niveau de consommation fortement perturbé par l'épidémie de COVID

Les achats à domicile ont fortement progressé sur certains produits pendant les périodes de confinement (Poulets + 12.1 % dont découpe + 16.6 %). Cette hausse n'a pas compensé la réduction des achats en Restauration Hors Domicile.

L'influenza Aviaire a fortement perturbé la production dans le sud de la France

Les nombreux foyers dans le sud-Ouest de la France ont entraîné l'abattage de près de 2 Millions de volailles et ont fortement perturbé la production de volailles de chair et de canards gras. L'impact fort du virus cet hiver a relancé le débat sur le confinement des animaux et les modes de production.

Echanges commerciaux français : un déséquilibre qui se creuse en 2020

Le niveau d'exportation a fortement chuté en 2020 (-14.1 %) dans un contexte baissier de la demande des autres pays européens. L'impact sur les pays tiers est moins important avec - 6.5 %. Le niveau d'importation a aussi baissé avec une demande réduite sur les produits en RHD mais cette baisse reste assez modérée (- 4.1 %) avec une forte pression sur les prix des opérateurs polonais. Le déficit commercial se creuse donc encore une fois alors que **le contexte aurait pu être plus porteur pour une consommation locale.**

Les enjeux de la filière pour 2021

Le coût alimentaire progresse de 20 % / 2019. La plupart des marges Poussins Aliments des éleveurs sont stables globalement car le niveau de reprise des animaux est indexé sur l'évolution des charges d'aliment. Le challenge est de répercuter ces hausses des charges auprès des distributeurs dans un contexte de pression forte des opérateurs étrangers et en particuliers polonais.

La propagation du virus de la grippe Aviaire semble enfin s'atténuer mais les pouvoirs publics et l'interprofession doivent se concerter pour éviter des abattages massifs chaque hiver et des fermetures de certains marchés comme la chine. La solution du vaccin est évoquée mais difficile à mettre en place.

La fermeture des restaurants et la diminution des repas festif continuent de pénaliser la vente de canards, pintades, pigeons. L'abattage dans le sud de la France et l'alternance des espèces dans certains bâtiments ont permis de réduire les volumes mais il n'y a pas de visibilité sur le marché en 2021.

La filière est de plus organisée et regroupée autour d'un produit volaille qui a de nombreux atouts au niveau des prix, de la praticité et de la diététique. La consommation de volailles reste stable globalement depuis plusieurs années. Le principal enjeu pour la filière reste de pouvoir rémunérer correctement les éleveurs français dans un contexte de fortes augmentations du coût de production et d'évolution des demandes sociétales.

CUNICULTURE





Capital / UThe
201 383 €

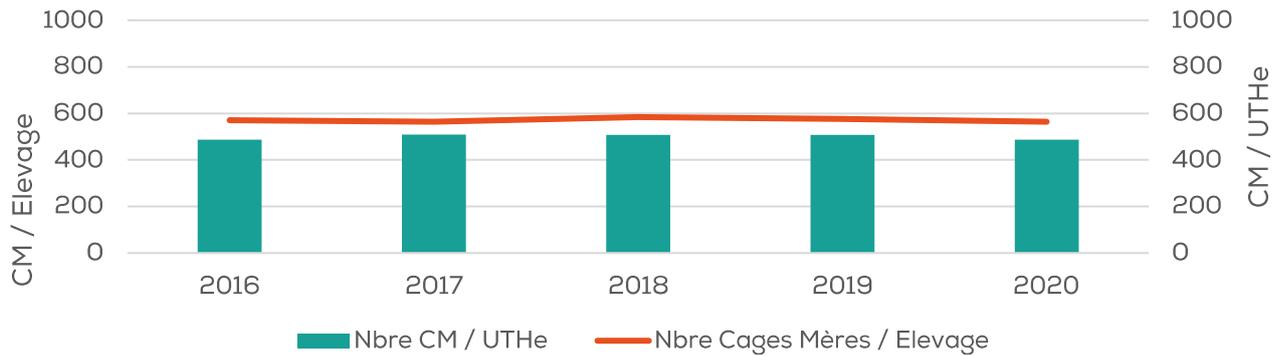


564 CM / exploitation



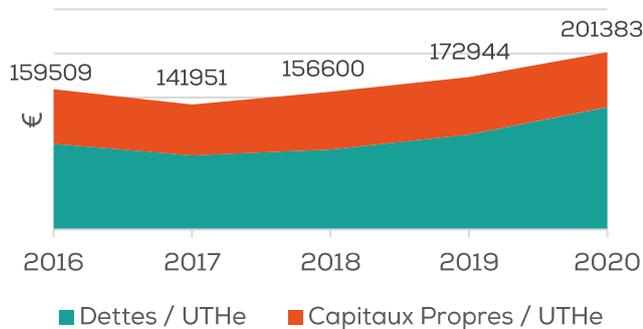
MO 1,25 UTH
dont 1,16 UThe

Productivité de la main d'œuvre



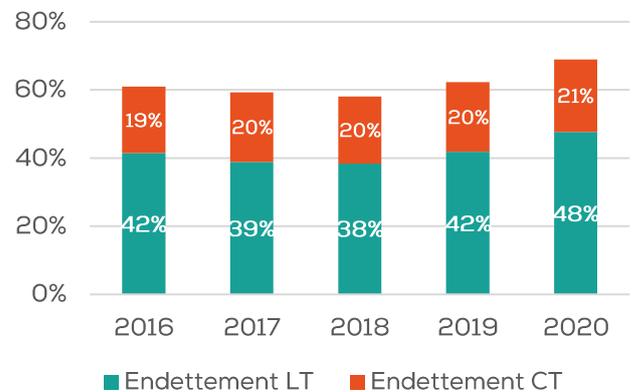
Le nombre de CM par exploitation et par UTH est stable après une forte progression avant 2017. Il y a eu peu d'agrandissement d'exploitation.

Composition du passif par UThe



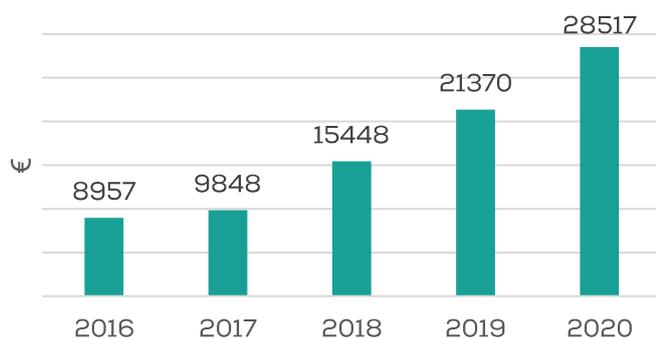
Le capital par UThe et le niveau de dettes augmentent en 2020 dans un contexte de relance des investissements.

Taux d'endettement



Le taux d'endettement long et moyen terme a augmenté de 10 % en 4 ans en lien avec la reprise des investissements. L'endettement CT est stable.

Investissements par UThe



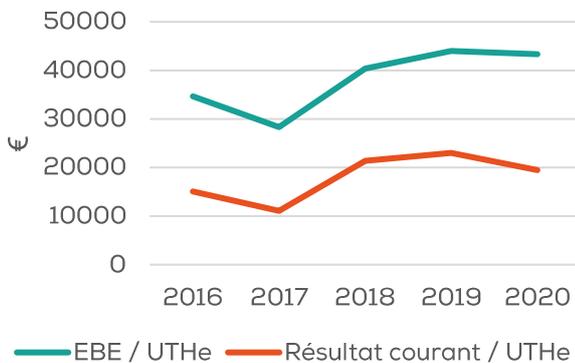
Le niveau moyen d'investissement dans les élevages de la filière cynicole a triplé en 3 ans. Les investissements concernent surtout des modernisations de bâtiments et des investissements en nouveaux systèmes d'élevage bien-être.

Utilisation de l'EBE

Approche résultat	EBE / UThe 43 353 €	Approche trésorerie
Amortissements / UThe : 20 387 € + Frais financiers / UThe : 3 477 € Soit 55% de l'EBE / UThe		Annuités / UThe : 19 924 € Frais financiers CT / UThe : 510 € Soit 47% de l'EBE / UThe
Résultat Courant / UThe : 19 489 € Soit 45% de l'EBE / UThe		Disponible pour prélèvements privés et autofinancement 22 919 € Soit 53% de l'EBE / UThe

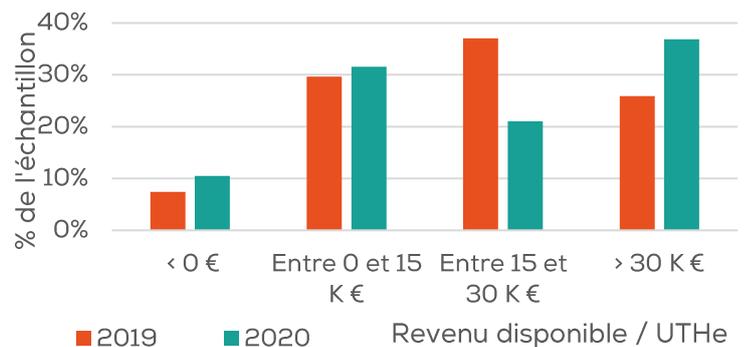
Le critère annuités / EBE est correct à 47 %. Le revenu disponible moyen par UThe est stable à un niveau qui reste faible.

Résultats économiques



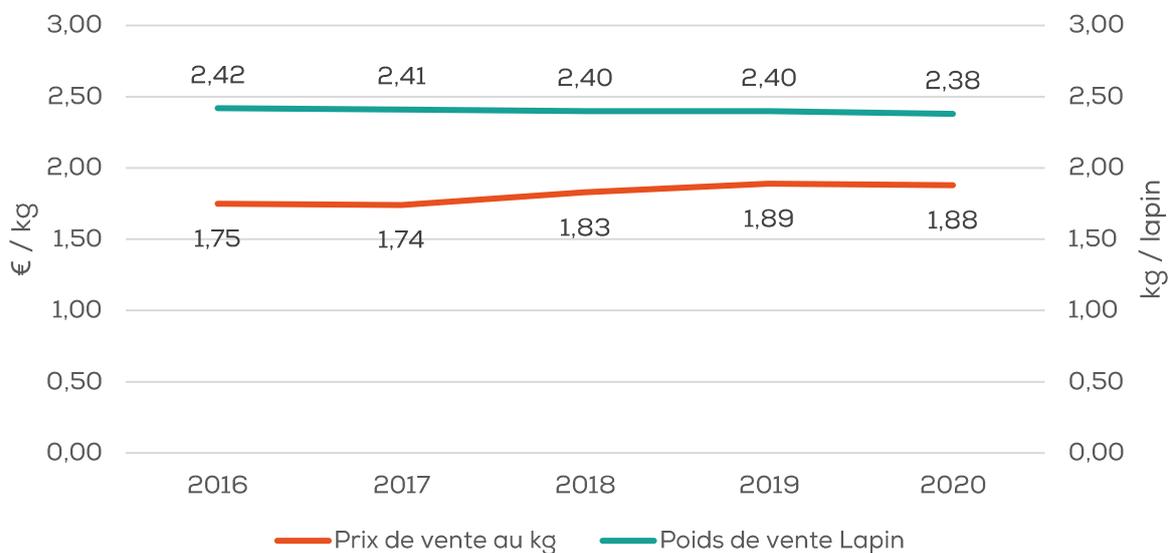
Le niveau d'EBE par UThe est stable mais le revenu courant par UTH diminue dans un contexte de relance des investissements et donc de hausse des amortissements.

Classes de revenu disponible / UThe



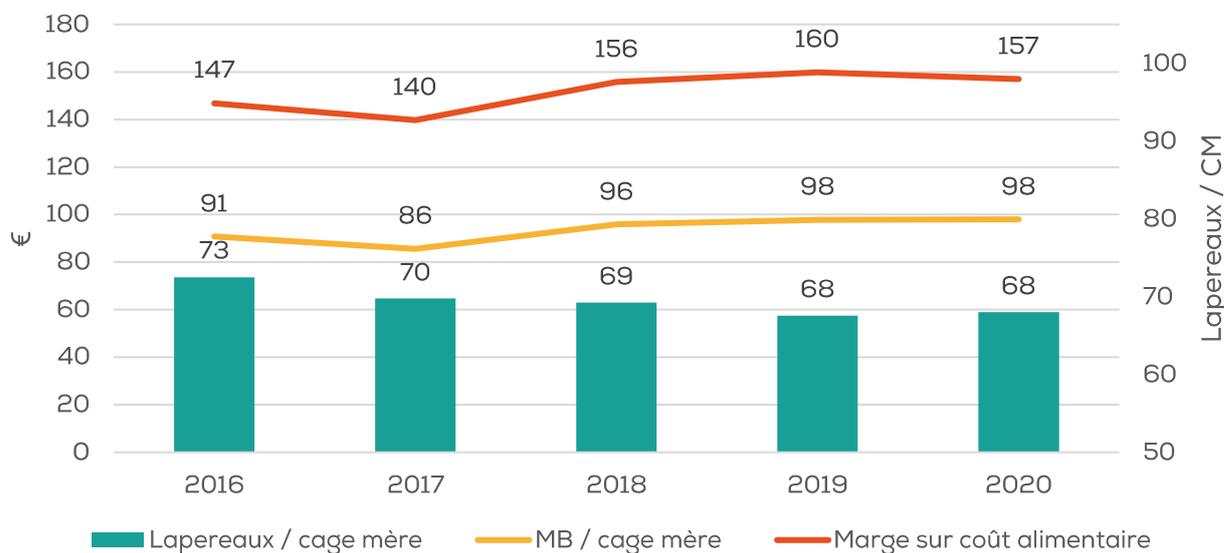
La dispersion des revenus disponibles est très importante. 36 % des éleveurs ont un revenu disponible supérieur à 30 K€ mais 40 % ont un revenu inférieur à 15 K€

Évolution des poids et prix de vente du lapin



Le prix moyen de vente augmente de 0.17 € / kg en 3 ans dans un contexte qui reste difficile pour la consommation mais qui retrouve un certain équilibre. Le poids de vente baisse légèrement depuis quelques années.

Marges par cage mère (€/cage mère)



Le niveau de marge brute est en légère baisse suite à une bonne progression en 2018. Les prix de vente et les résultats techniques sont stables.



Analyse

Ralentissement de la baisse de la production et de la consommation :

Selon les chiffres de l'ITAVI, la production a baissé de 4.7 % en 2020/2021 . Pour mémoire elle avait baissé de près de 7 % en 2018 et en 2019. La consommation chute aussi moins fortement malgré le COVID avec - 2.2 % entre 2020 et 2019. La fermeture de la restauration hors domicile et une forte baisse des exportations ont tout de même provoqué une forte augmentation des stocks fin 2020.

L'année 2021 s'annonce donc plus tendue mais les opérateurs ont anticipé avec une baisse des IA de 10 % sur les deux premiers mois de 2021.

Le nombre d'acheteurs est stable en 2020 mais la quantité par acheteur baisse. L'évolution est forte vers des produits découpés (+ 2,2 %) avec une forte progression des râbles (+ 18,2 %) et une forte baisse du lapin entier (- 5,8 %).

Depuis 2017, la valorisation s'est améliorée de 0,17 €/kg dans un contexte de meilleur équilibre entre l'offre et la demande et une valorisation du lapin par la découpe.

Le prix de l'aliment progresse de 6 €/T en 2020 avec une forte hausse en fin d'année seulement.

L'abattoir principal ALPM a fait évoluer le prix de reprise en fonction du prix de l'aliment par **une indexation** représentant 0,03 €/kg pour 10 €/T d'aliment.

Quels enjeux pour la filière demain ?

Stopper la baisse de la consommation :

La viande de lapins souffre d'un manque de visibilité dans les GMS et d'une image d'animal de compagnie. Les efforts de valorisations du lapin par la découpe commencent à donner des résultats positifs avec un renouvellement des consommateurs.

Répondre aux exigences du marché :

Les futurs consommateurs de lapins seront exigeants sur les aspects bien-être et sur le volet démédication. Les opérateurs travaillent sur ces deux axes. Ils ont mis en place des cages avec mezzanine pour les lapines et **des élevages au sol avec une zone de repli pour l'engraissement**. Ces modes d'élevage s'accompagnent d'une valorisation supplémentaire au kg pour les éleveurs engagés.

Un niveau de marge qui ne permet pas de créer de nouveaux outils de production :

La forte hausse de l'aliment (+ 22 % en mars 2021 / mars 2020) entraîne une hausse du coût de production en partie compensée par l'indexation du prix de reprise. De nombreux éleveurs ne trouvent pas de repreneurs et il y a très peu de création d'élevages. **Le nombre d'éleveurs** baisse car la filière souffre de l'image donnée par la chute de la consommation. Le niveau de marge doit encore progresser pour permettre d'investir durablement dans des nouveaux élevages avec des prix de construction de bâtiments qui progressent fortement. Les nouveaux modes de production peuvent attirer de nouveaux investisseurs.

CÉRÉALES





Capital / UThé
228 310 €

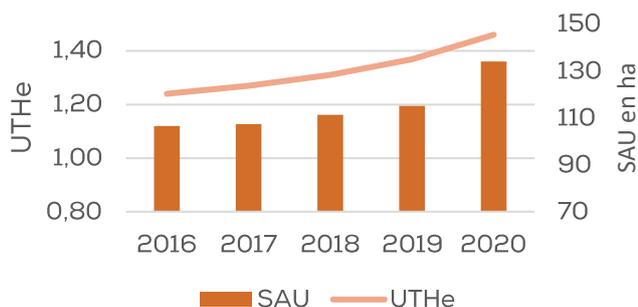


SAU 134 ha

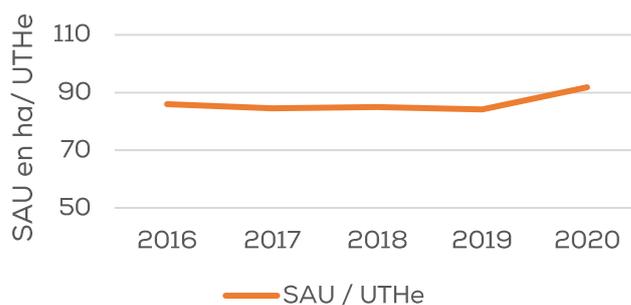


MO 1,59 UTH
dont 1,46 UThé

Moyens de production



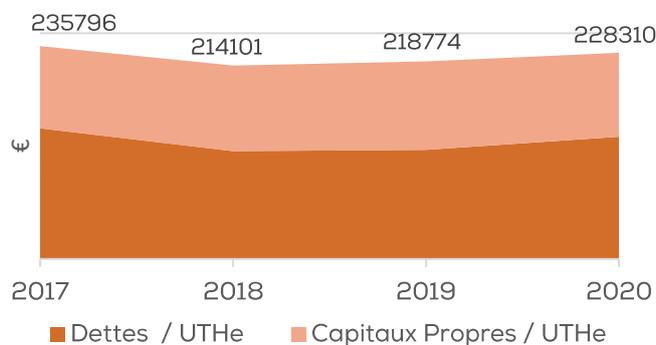
Productivité de la main d'œuvre



La SAU moyenne des exploitations céréalières du département augmente encore cette année. En 2020, nous assistons à un renforcement de cette tendance.

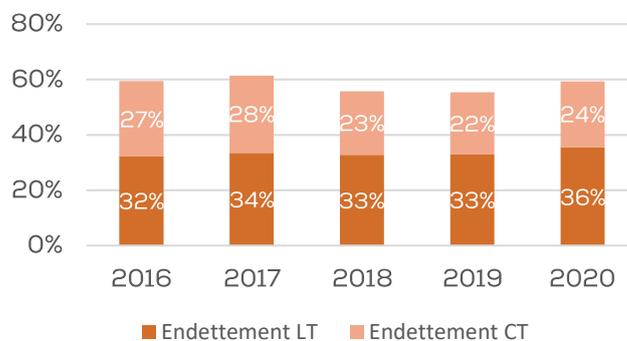
Après une relative stabilité des dernières années, la SAU par exploitant augmente cette année, dans la suite de l'augmentation des SAU par exploitation.

Composition du passif par UThé



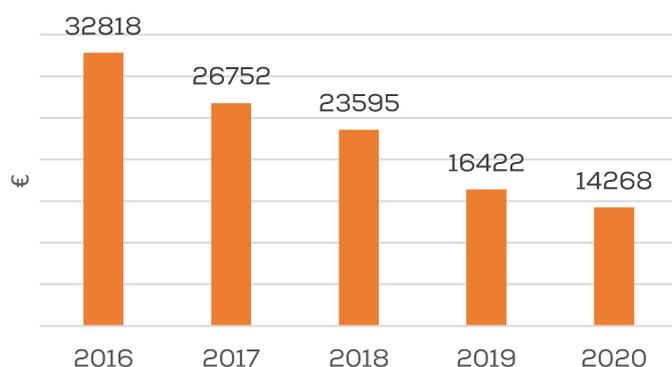
Le passif augmente légèrement par rapport à 2019. Les capitaux propres par UThé baissent de 5 %, alors que les dettes progressent de 12 %.

Endettement en % (total passif)



L'endettement global augmente en 2020. Nous constatons une hausse plus rapide de l'endettement long terme que du court terme. La dette court terme reste maîtrisée, en-dessous de sa moyenne quinquennale (25 %).

Investissement par UThé



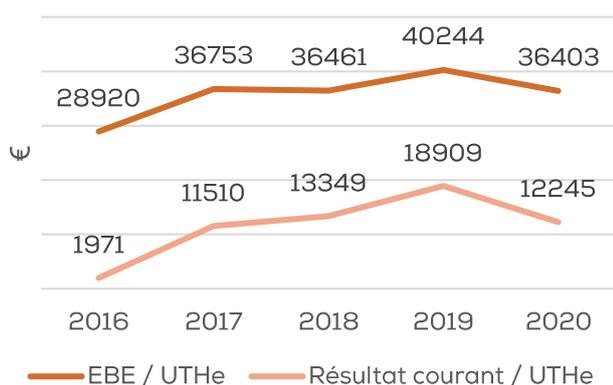
Suite à une moisson souvent décevante, les investissements restent faibles en 2020. Néanmoins, un rattrapage peut-être attendu pour l'année 2021, si la conjoncture céréalière reste favorable.

Utilisation de l'EBE

EBE / UTHe 36 403 €	
Amortissements / UTHe : 21 998 € + Frais financiers / UTHe : 2 162 € Soit 66% de l'EBE / UTHe	Annuités / UTHe : 23 888 € Frais financiers CT / UTHe : 659 € Soit 67% de l'EBE / UTHe
Résultat Courant / UTHe : 12 245 € Soit 34 % de l'EBE / UTHe	Disponible pour prélèvements privés et autofinancement 11 860 € Soit 33 % de l'EBE / UTHe

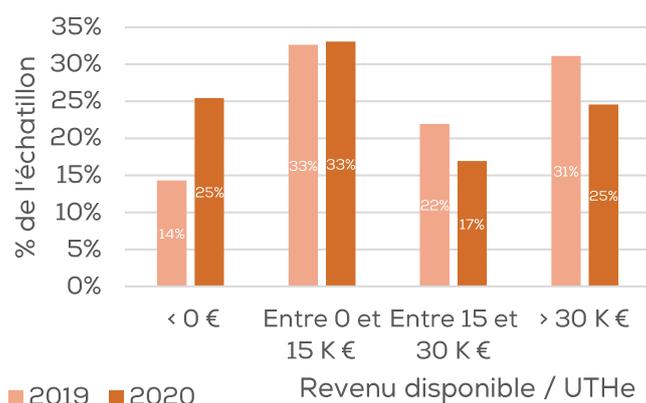
L'EBE moyen diminue nettement cette année, passant de plus de 40 000 €/UTHe à 36 403€. C'est la conséquence directe de la baisse des rendements des céréales à pailles de la récolte 2020. Ainsi, les proportions de l'EBE dédiées aux amortissements et aux annuités sont en forte augmentation, contrairement à la partie disponible pour les prélèvements privés.

Résultats économiques par UTHe



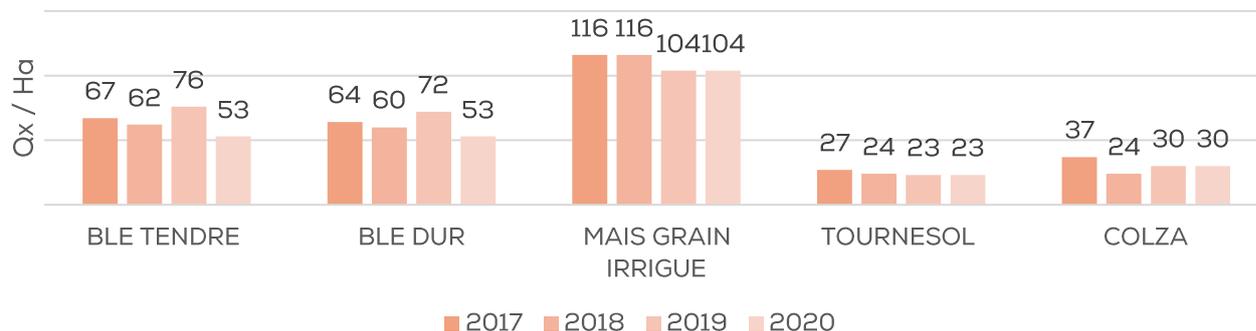
Malgré une baisse franche des résultats de l'année 2020, nous assistons à un retour sur des valeurs moyennes et non à une année catastrophique. En effet, l'EBE par UTHe est à seulement 1% en-dessous de sa moyenne 5 ans, alors que le résultat courant est 5% au-dessus de sa moyenne 5 ans.

Classes de revenu disponible



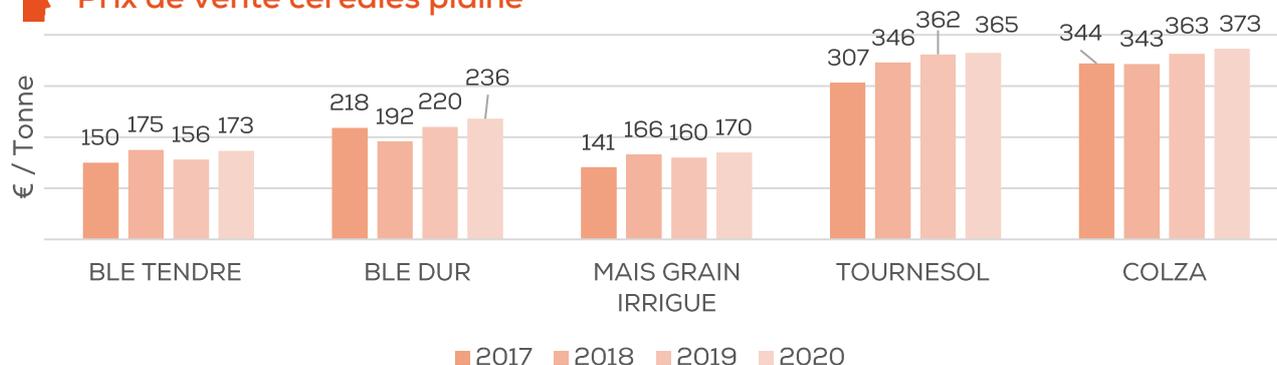
Sans surprise, la part des revenus disponibles les plus faibles est en forte augmentation, au détriment des plus élevés. On note toutefois une certaine stabilité des revenus intermédiaires. En effet, les modifications de dernière minute des assolements ont privilégié les cultures de printemps lorsque cela était possible, limitant les pertes.

Rendements céréales plaine



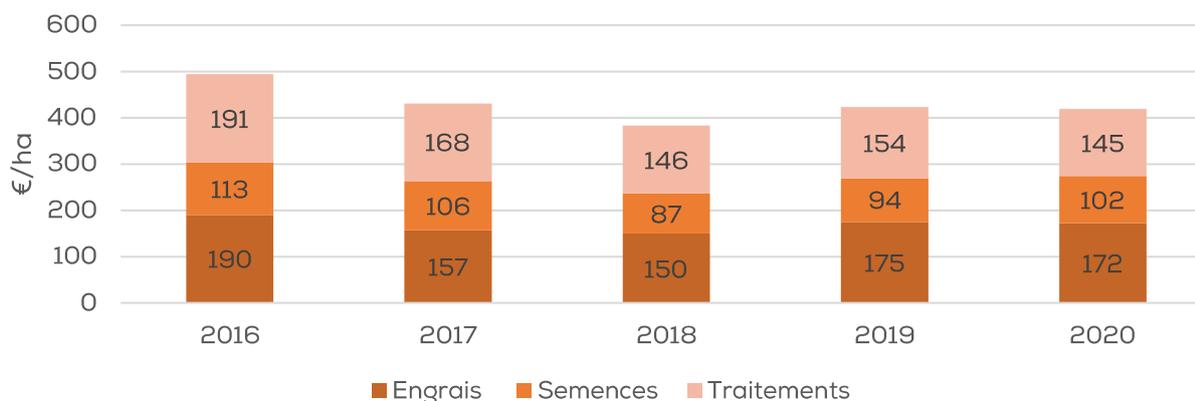
Les blés ont souffert de conditions de semis et de fin de cycle difficiles. Cela pénalise fortement les rendements, un des plus bas depuis 2016 pour les blés dur et même 2011 pour les blés tendres. Néanmoins les cultures de printemps et le colza sont stables.

Prix de vente céréales plaine



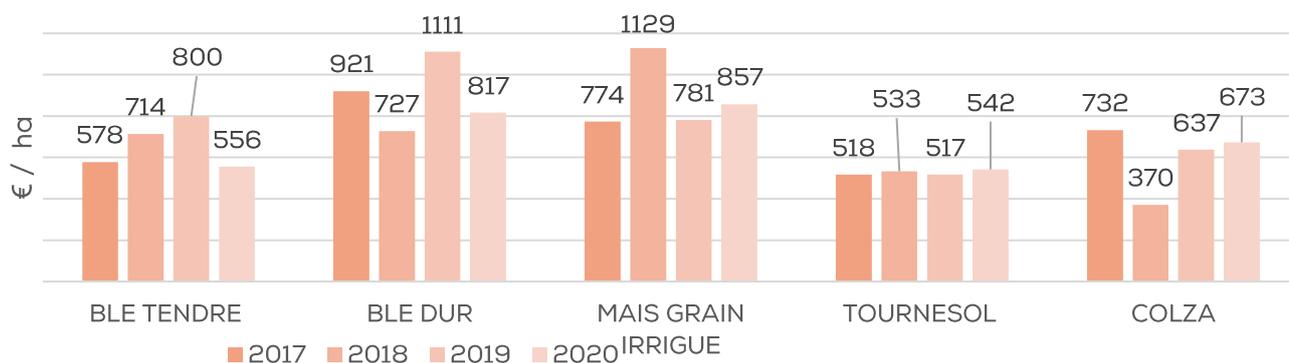
Les prix de l'ensemble des productions végétales ont augmenté cette année. Pour rappel, ces niveaux de valorisation ne se sont pas vus depuis 2013. En maïs, les prix progressent de 10 €/t. Concernant les oléagineux, les prix moyens progressent. Néanmoins, des ventes rapides durant la campagne de commercialisation n'ont pas forcément permis de tirer profit de l'ensemble de la hausse constatée sur les marchés agricoles.

Charges intrants



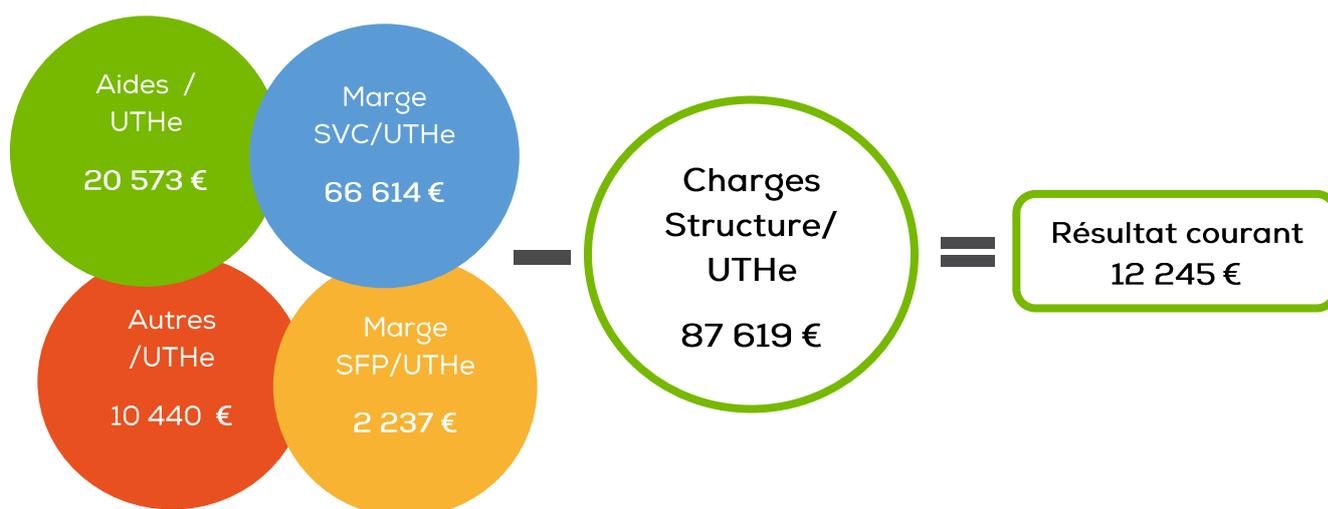
Les charges d'intrants sont relativement stables cette année, affichant un total de 419 €/ha contre 423 €/ha l'an passé. Le poste semences augmente de 8 €/ha, alors que les traitements baissent de 9 €/ha. L'année 2020 est marquée par une faible utilisation des traitements, en moyenne - 14 % par rapport à la moyenne quinquennale.

Marges brutes



La marge brute du blé dur revient sur des niveaux moyens cette année. Le blé tendre enregistre la plus forte baisse, impacté notamment par les faibles rendements de l'exercice. Le maïs irrigué, le tournesol et le colza affichent peu de variations, alors même que la volatilité des prix a été importante. L'anticipation des ventes neutralise ainsi l'impact des fortes variations de prix que nous avons connues durant la campagne 2020.

Analyse



L'augmentation de la surface moyenne des exploitations céréalières du département permet d'augmenter la marge brute ainsi que les aides par UThe. Cependant, les charges de structure augmentent elles aussi, notamment par la hausse des charges sociales dues aux résultats élevés de 2019.

Au contraire de l'année précédente, 2020 se caractérise par une sous performance marquée des céréales à paille. Les zones de bocage et de plaine sont particulièrement impactées par des rendements largement en-dessous des moyennes historiques. Pour autant, les cultures de printemps ainsi que le colza permettent de compenser en partie les déconvenues des semis d'hiver.

La campagne 2020 se caractérise par une performance économique très proche des valeurs moyennes, que ce soit en EBE/UThe ou bien en résultat courant / UThe

BIO

AGRICULTURE
BIOLOGIQUE



CERTIFIÉ PAR FR-BIO-01
AGRICULTURE UE/NON-UE

CERTIFIÉ



AGRICULTURE
BIOLOGIQUE



Capital / UThe
299 300 €



SAU moyenne
90 ha

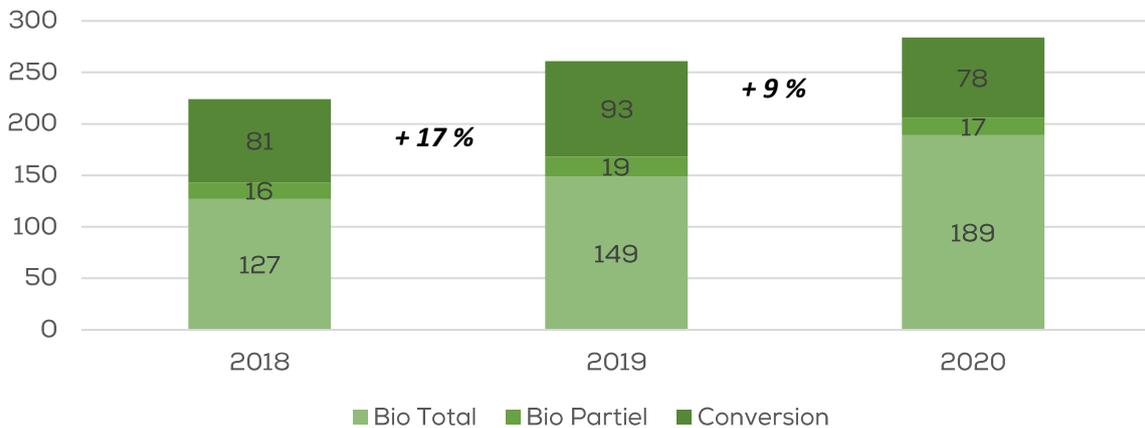


MO 2 UTH
dont 1,56 UThe

Le nombre de fermes bio à Cerfrance Vendée continue d'augmenter : 284 adhérents étaient engagés dans cette démarche fin 2020, soit une évolution de + 9 % par rapport à 2019.

La dynamique de conversion bio, toujours présente, s'est ralentie depuis le printemps 2020. Le contexte sanitaire particulier de cette année a certainement joué un rôle non négligeable. La filière bio cherche aussi à mieux se structurer : même si le marché bio poursuit sa croissance, les opérateurs sont plus mesurés pour aller chercher de nouveaux producteurs bio.

Evolution du nombre de fermes AB à Cerfrance Vendée



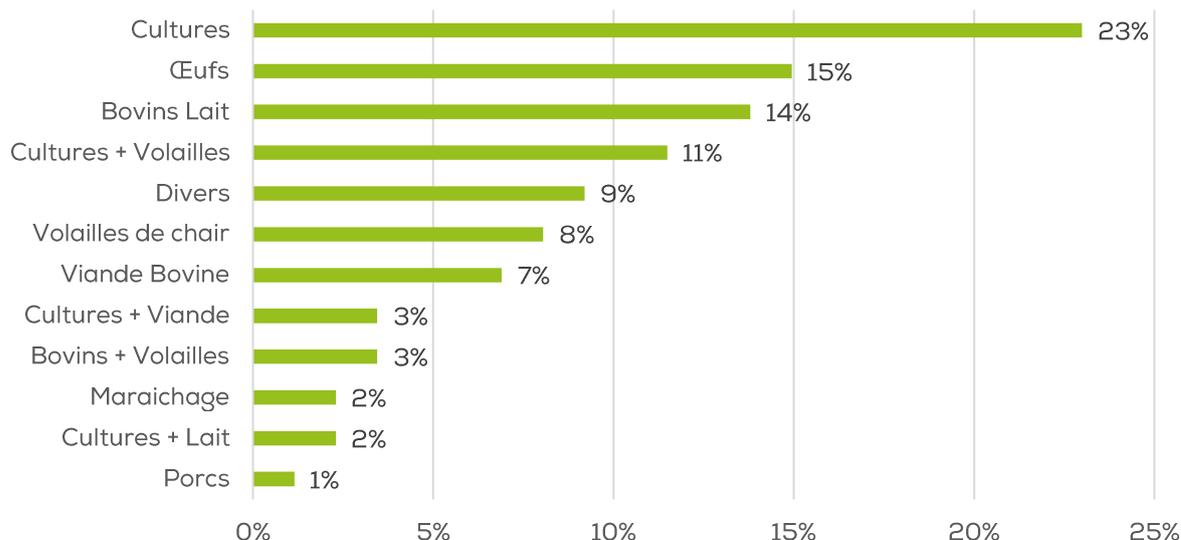
Carte de répartition des adhérents engagés en AB à Cerfrance Vendée :



Répartition par système de production

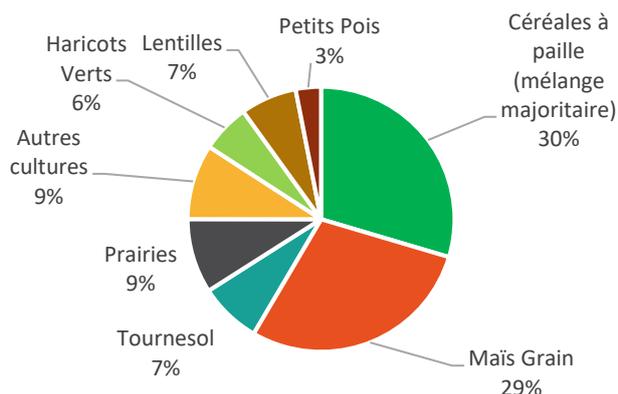
Les systèmes de production concernés sont toujours d'une grande diversité, comme le montre la répartition suivante de nos adhérents bio. Il ressort en 2020 :

- 30% des fermes sont en élevage bovin (lait ou viande),
- Une production de volailles est en place dans presque 40% des fermes,
- Les cultures de vente sont majoritaires dans 40% des cas. Le nombre de fermes céréalières bio continue de progresser.

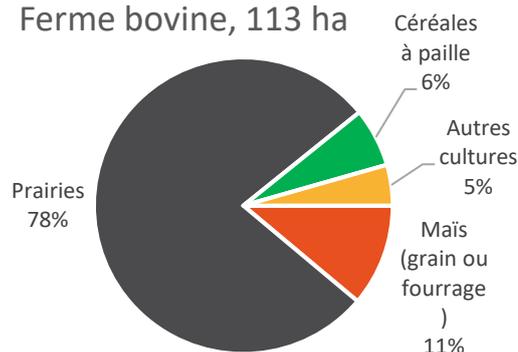


Assolement moyen d'une ferme bio

Ferme céréalière 126 ha



Ferme bovine, 113 ha



En système bovin, la SAU est destinée en priorité à l'alimentation des animaux de la ferme, dans une logique d'autonomie et d'économie : part d'herbe importante, valorisation du pâturage, chargement bas et part de maïs limitée.

Les cultures de céréales à paille sont conduites majoritairement en association, que ce soit en système cultures ou élevage.

La part importante des autres cultures traduit une recherche de diversification de l'assolement, d'allongement de la rotation, et d'alternance des cultures de printemps et d'automne.

Quelques aspects financiers (toutes exploitations bio confondues)

	2017	2018	2019	2020
Capital d'exploitation (€/UTHe)	272 734	291 517	303 644	299 326
Taux d'endettement Global	65 %	62 %	61 %	61 %
dont endettement LMT	37 %	37 %	38 %	39 %
Investissements / UTHe	25 094	38 260	28 766	28 017
Trésorerie Nette Globale / UTHe	390	9 665	6 931	8 308

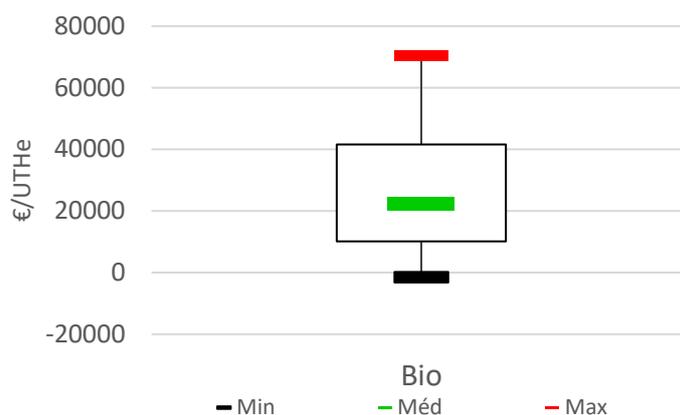
Globalement la situation financière est équilibrée et relativement stable par rapport à 2019 (la diversité des exploitations ne ressort pas ici).

Les investissements (nets de revente) restent raisonnés, la volonté étant souvent d'aller sur une gestion plus économe et autonome. Les subventions PCAE sont assez fréquemment sollicitées.

Utilisation de l'EBE

Approche résultat	EBE / UTHe 55 751 €	Approche trésorerie
Amortissements / UTHe : 24 469 € + Frais financiers / UTHe : 3 261 € Soit 50 % de L'EBE / UTHe		Annuités / UTHe : 29 397 € Frais financiers CT / UTHe : 797 € Soit 54 % de l'EBE / UTHe
Résultat Courant / UTHe : 28 021 € Soit 50 % de l'EBE / UTHe		Disponible pour prélèvements privés et autofinancement 25 557 € Soit 46 % de l'EBE / UTHe

Dispersion du revenu disponible / UTHe



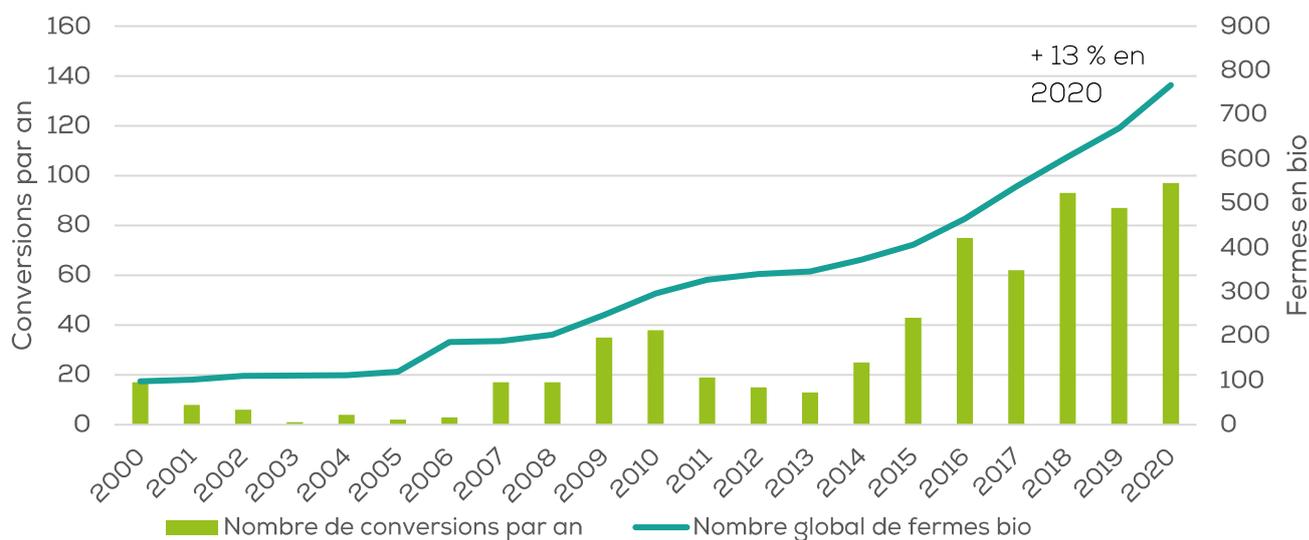
Malgré une grande disparité dans les systèmes et les profils agriculteurs, il ressort globalement un revenu disponible moyen correct de 25 600 €.

Quelques chiffres clés (source Agence Bio)

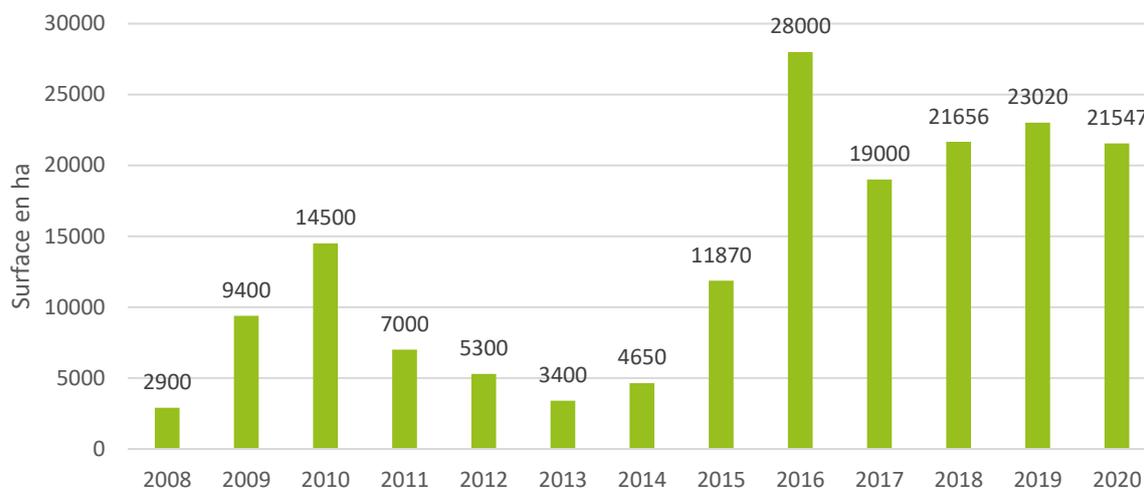
Les chiffres régionaux confirment la dynamique de conversion bio : 360 nouvelles fermes bio en 2020, représentant 21 500 ha supplémentaires. Ceci signifie que 11,7% de la SAU régionale est conduite en agriculture biologique.

En Vendée, le nombre de fermes bio passe à 770 en 2020 (soit 100 fermes supplémentaires), représentant au total 51 400 ha (soit 11 % de la SAU vendéenne).

Nouvelles conversions bio 2020 en Vendée

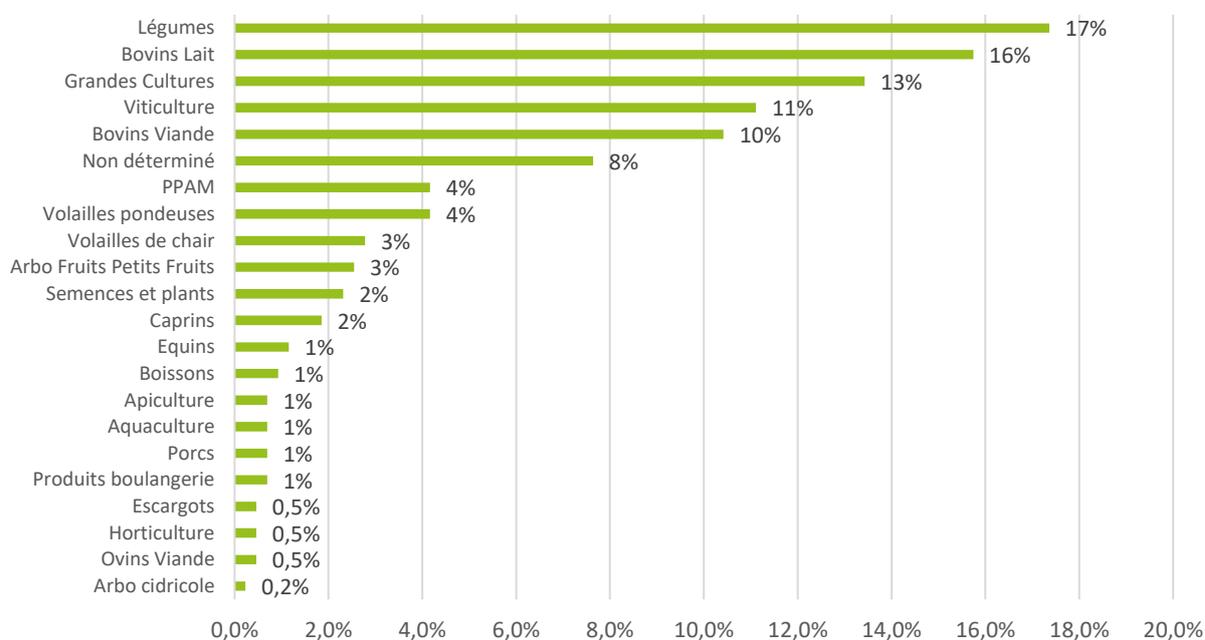


Nouvelles surfaces engagées en Conversion en Pays de la Loire (Source CAB*)



On y retrouve l'hétérogénéité des productions en Pays de Loire, avec d'autres filières bien représentées également telles que les fruits & légumes, la viticulture, et plus récemment les PPAM.

Proportions des nouvelles exploitations engagées en 2020 (estimation CAB*)



* Coordination Agrobiologique des Pays de la Loire



Contexte 2020 par filière bio

La consommation des produits bio a été globalement soutenue en 2020, accentuée par le confinement. Les ventes ont progressé en GMS et magasins spécialisés, ce qui a « compensé » la baisse du débouché RHD pour la majorité des filières de production bio. Moins dépendant de l'export, le marché bio a été relativement épargné. Mais certaines filières ont été fortement impactées par ce contexte sanitaire inédit (notamment vin et bière, canards et dinde).

Cette année 2020 a également fait ressortir les circuits courts : cette attente sociétale a été accentuée avec le contexte sanitaire. La fréquentation des points de vente de proximité a augmenté. Le drive et le e-commerce se sont développés.

Lait de vache

Le développement de la production est resté dynamique et la consommation bien présente. La filière bio française continue de se structurer. Elle s'est organisée au printemps pour gérer la hausse saisonnière de production (déclassements, mesures d'incitation à la modération de la production printanière). La majorité des laiteries fait désormais une pause dans les conversions bio en attendant de voir l'évolution du marché. Le point de vigilance reste le maintien de l'équilibre entre offre et demande.

Lait de chèvre et brebis

La consommation est restée dynamique, toujours tirée par l'offre en fromages.

Bovins viande

Le marché a progressé moins vite que l'offre, avec une forte consommation de produits hachés qui a accentué le déséquilibre carcasse (notamment avec le pic de consommation du 1^{er} confinement). La fin d'année a été tendue avec des stocks en fermes. La filière manque toujours de bovins laitiers (du fait des anciennes conversions bio en non-simultanées). La filière bœuf est dynamique. La demande en veaux est très restreinte avec une consommation limitante.

Porcs

Ce marché est en légère croissance. Les nouvelles mises en place ont été importantes chez certains opérateurs ; contrairement aux acteurs historiques qui ont stoppé leur développement. L'équilibre carcasse reste un élément clef, avec une demande forte sur le jambon et les lardons. La gamme des produits transformés nécessite d'être étoffée.

Poulets de chair

Le marché est resté dynamique, mais les opérateurs sont prudents. Le développement est mesuré, car la croissance a été importante les années précédentes. De plus, la présence des autres signes de qualité (Label) est forte.

Œufs

Le marché était dynamique, mais en faible progression ; les possibilités de développement semblent être limitées. La demande des consommateurs a été accentuée pendant le confinement.



Cultures de vente

La collecte de céréales bio a subi les mêmes aléas climatiques qu'en conventionnel, et des reports de surfaces des céréales d'hiver ont eu lieu en cultures d'été. Les marchés bio subissent peu de fluctuations ; en France les prix sont relativement stables. L'utilisation des grandes cultures bio par les meuniers et les fabricants d'aliments du bétail continue de progresser. Toutefois la crise sanitaire a perturbé le secteur de la meunerie et le marché a pu être déstabilisé avec le confinement. On peut souligner la demande forte en Soja français. La dynamique de conversion bio se poursuit.

Fruits et Légumes

Le marché était dynamique, avec une origine France privilégiée. Le contexte sanitaire a pu engendrer des difficultés ponctuelles de logistique (approvisionnement, main d'œuvre).

Vin et Bière

Ces secteurs ont été particulièrement impactés par le contexte sanitaire 2020.



ATR : Apport de Trésorerie Remboursable.

CT : Court Terme

CM : Cage Mère

DPB : Droit à Paiement de Base.

EBE : L'Excédent Brut d'Exploitation est un indicateur financier permettant de déterminer la ressource qu'une entreprise tire régulièrement de son cycle d'exploitation.

HS : Hors Sol.

LMT : Long et Moyen Terme

MB : Marge Brute

MO : Main d'Œuvre

MT : Moyen Terme

PCAE : Plan de Compétitivité et d'Adaptation des Entreprises

SAU : La Superficie Agricole Utile est une notion normalisée dans la statistique agricole européenne. Elle comprend les terres arables (y compris pâturages temporaires, jachères, cultures sous abri ...) et les surfaces toujours en herbe et les cultures permanentes (vignes, vergers ...).

SFP : Surface Fourragère Principale comprend les cultures fourragères et prairies.

SVC : Surface en Végétaux Commercialisables

RHD : Restauration hors domicile

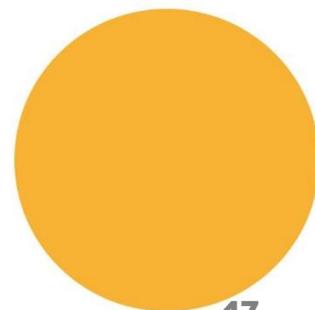
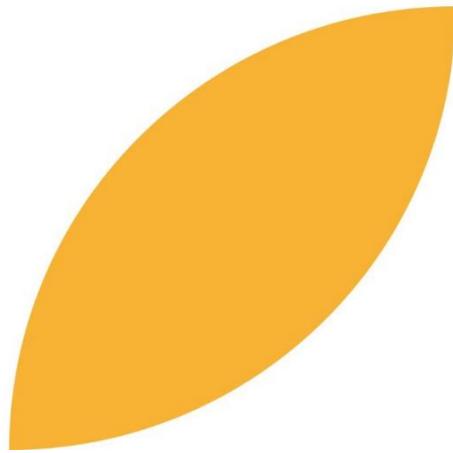
UGB : Unité Gros Bovin. Unité employée pour pouvoir comparer ou agréger des effectifs animaux d'espèces ou de catégories différentes. Par définition, 1 vache = 1 UGB. Les équivalences entre animaux sont basées sur leurs besoins alimentaires, on a par exemple 1 veau de boucherie = 0,45 UGB, 1 brebis-mère nourrice = 0,18 UGB,

Qx : Quintaux

UTH : Unité de Travail Humain.

UTHe : Unité de Travail Humain exploitant.

VL : Vache Laitière





Retrouvez les parties détaillées
de chaque production sur :

www.agriculteurs-85.fr

Analyse & rédaction :

Emmanuel BIZON - embizon@85.cerfrance.fr
- Chargé de références

Arthur LOVAT - alovat@85.cerfrance.fr
- Conseiller lait

Baptiste LAMBERT - blambert@85.cerfrance.fr
- Conseiller viande bovine

Eric EGRON - ee Gron@85.cerfrance.fr
- Conseiller productions spécialisées

Frédéric NGUNYEN - fngunyen@85.cerfrance.fr
- Conseiller grandes cultures

Christelle GUICHARD - cguichard@85.cerfrance.fr
- Conseillère en agriculture bio

Réalisation : Alexandre DELAUNAY
Crédit photos et vecteurs : Freepik - Unsplash - Pixabay

Parc d'activités de Beaupuy
15 rue Jacques Yves Cousteau
85036 La Roche-sur-Yon

contact@85.cerfrance.fr
Tél. : 02 51 24 42 42



6000
adhérents

300
collaborateurs

15
bureaux

www.B5.cerfrance.fr



CERFRANCE
entreprendre. ensemble